



Chambre des communes  
CANADA

## Comité permanent de la défense nationale

---

NDDN • NUMÉRO 023 • 1<sup>re</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le lundi 20 novembre 2006**

**Président**

M. Rick Casson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent de la défense nationale

Le lundi 20 novembre 2006

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. Rick Casson (Lethbridge, PCC)):** Je déclare la séance ouverte.

Nous amorçons notre 23<sup>e</sup> séance de délibérations sur le dossier de l'Afghanistan, conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le mercredi 4 octobre.

Nous commencerons la séance d'aujourd'hui par un compte rendu sur l'état et l'évolution de l'intervention canadienne en Afghanistan. Nous recevons le général Howard, directeur général des opérations de l'état-major interarmées stratégique.

Merci de votre présence, général.

Après la présentation du général Howard, nous donnerons la parole au général Leslie, chef de l'état-major de l'Armée de terre. C'est avec grand intérêt que nous écouterons ces deux présentations.

Général, je vous cède la parole. C'est la deuxième fois que l'on vient nous parler des opérations. Nous nous attendons à ce que vous nous donniez un aperçu de ce qui s'est passé depuis notre dernier compte rendu. Alors c'est ainsi que nous entrevoyions cette séance.

À vous maintenant, général.

**Bgén A. J. Howard (directeur général, Opérations de l'État-major interarmées stratégique, ministère de la Défense nationale):** Honorables députés, bonjour. Je reviens devant vous cet après-midi pour faire brièvement le point sur les activités des Forces canadiennes en Afghanistan au cours des dernières semaines. Au fil de ma présentation, je vous parlerai surtout des activités des FC et il me fera plaisir de répondre à vos questions à la fin, dans la mesure du possible. Par contre en ce qui a trait aux activités des autres ministères présents en Afghanistan, les ministères concernés sont probablement les mieux placés pour répondre aux questions que vous pourriez avoir.

[Français]

L'insurrection des talibans demeure principalement concentrée dans l'est et le sud du pays.

[Traduction]

Depuis quelques mois, dans la province de Kandahar, où sont les troupes canadiennes, les talibans essaient de rétablir une présence forte à l'ouest des districts de Jari et de Panjwai et à l'ouest de la ville de Kandahar. On soupçonne qu'ils essaient également de regagner leur capacité de défendre les secteurs où ils sont maintenant présents. Les attaques récentes des talibans laissent entrevoir la stratégie qu'ils adopteront au cours de l'hiver. Je pense notamment aux attaques au moyen d'EEI — des engins explosifs improvisés —, aux embuscades contre des convois se déplaçant sur les routes principales, aux attaques directes contre des troupes canadiennes protégeant les activités de construction de la Route Summit et les personnes qui y travaillent — je reparlerai de la Route Summit dans

un moment — et au meurtre de plusieurs politiciens et fonctionnaires importants à Kandahar. Nous croyons que les talibans ont pour objectifs, dans un premier temps, d'empêcher toute activité significative de reconstruction et toute aide humanitaire. Les attaques des talibans dans le district de Jari, en particulier, découragent encore de nombreux Afghans de réintégrer leur logis et ralentissent ou entravent la reconstruction.

Deuxièmement, les talibans vont essayer d'empêcher toute interaction significative entre les troupes canadiennes sur le terrain et la population locale, en faisant obstacle notamment à l'organisation de chouras avec les dirigeants locaux et en nous forçant à nous concentrer sur la protection des forces et à réduire nos activités de sensibilisation.

[Français]

Troisièmement, ils vont tenter de miner l'impression d'amélioration de la sécurité dans la ville de Kandahar à la suite de l'opération Méduse en effectuant des attaques suicides contre les véhicules voyageant dans la ville, en tuant plus de leaders locaux et en continuant à faire des campagnes d'intimidation et des menaces dans toute la ville.

[Traduction]

Ailleurs, dans de nombreuses régions rurales où la présence des talibans est forte, ils tenteront au cours de l'hiver de consolider leur emprise sur la population, afin de contrer toute tentative d'étendre l'influence du gouvernement de l'Afghanistan. Les conditions météorologiques d'hiver des prochains mois, dans la région de la ville de Kandahar et le long de l'autoroute 1 pourraient cependant ralentir les activités des talibans.

La diapositive suivante vous donne un aperçu des activités des insurgés contre les forces de la coalition au cours des deux dernières semaines. Vous remarquerez que les talibans ont réduit leurs activités, dans notre secteur du moins, comparativement à la fin de l'été et au début de l'automne, alors qu'ils étaient beaucoup plus actifs.

Comme le montre cette diapositive, les talibans utilisent des types d'attaque passablement variés. Notre position défensive des derniers temps les a forcés à utiliser des attaques de tir indirect, par exemple des attaques à la roquette et au mortier, pour nous prendre à partie. Les talibans possèdent toujours les connaissances et la capacité nécessaires pour organiser des attaques au moyen d'engins explosifs improvisés, mais on dirait qu'ils ont renoncé à nous attaquer directement au moyen d'armes légères et de grenades propulsées par fusée. Peut-être veulent-ils éviter d'être coincés au sol par notre groupement tactique, dont la manœuvrabilité et la puissance de feu sont redoutables.

Certes, notre présence dans la province de Kandahar est essentielle, si l'on souhaite que la situation s'améliore en Afghanistan. Une approche axée sur la stabilité et la patience témoignera de la détermination de la communauté internationale à obtenir des résultats positifs. Nous sommes en Afghanistan pour appuyer les autorités afghanes et nous sommes résolus à les aider à gagner la confiance de la population, de façon à ce qu'un état fonctionnel puisse être établi et que le règne de terreur imposé par les talibans puisse être neutralisé. Nous espérons certainement que toutes les activités des talibans aillent en décroissant et que les talibans nous aident à appuyer les autorités afghanes élus. C'est certainement notre objectif.

La diapositive suivante montre la situation actuelle de la FIAS. Le commandant de la FIAS continue de concentrer ses efforts opérationnels sur l'atteinte des conditions nécessaires à l'établissement et à l'expansion des zones de développement afghanes. C'est la priorité du général Richards, et de tous les commandants des commandements régionaux, qui font tout en leur pouvoir pour que cela se concrétise.

Laissez-moi prendre quelques minutes pour vous expliquer un peu le concept des zones de développement afghanes. L'établissement d'une zone de développement afghane — ou ZDA — est une bonne occasion de promouvoir à la fois la sécurité, la gouvernance et le développement d'une manière rapide et entièrement coordonnée. Les ZDA sont des régions suffisamment sécuritaires pour qu'y soient déployés des efforts de reconstruction.

La priorité du commandant du Commandement régional Sud est d'établir la ZDA de la ville de Kandahar. À cette fin, il faut déterminer les secteurs où le développement peut être optimisé grâce au maintien de la sécurité. Nous allons encourager la gouvernance afghane à accorder la priorité aux initiatives et aux projets de développement, et à entreprendre et à mener à bien de telles initiatives et de tels projets, afin de changer le cours actuel des choses. Nous espérons créer un besoin, c'est-à-dire stimuler l'intérêt d'autres communautés afin qu'elles adoptent le concept.

Essentiellement, la façon d'établir une ZDA est la suivante. Premièrement, les forces de sécurité tentent de déloger les insurgés de la zone visée. Deuxièmement, elles maintiennent leur présence afin d'assurer la sécurité des projets de développement en instaurant un climat de sécurité avec l'aide de l'armée nationale afghane, de la police auxiliaire nationale afghane et de la FIAS, et en faisant la promotion de la présence de l'EPR. L'EPR et les autres organismes de développement se concertent ensuite pour l'attribution de fonds aux fins des projets importants non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan social, par exemple ponts, routes, puits et cliniques. La FIAS offre une capacité d'intervention rapide afin de protéger ces ZDA contre la reprise des attaques des insurgés. Finalement, la FIAS continue de contribuer à la coordination de l'ensemble des activités du gouvernement — synchronisation des donateurs dans le cadre de la stratégie à long terme du gouvernement en matière de développement.

Si vous vous demandiez à quoi travaillaient nos troupes, vous avez maintenant la réponse. Les ZDA sont la priorité de nos troupes et celle du général Richards. Pour illustrer leur travail de la manière la plus simple possible, je dirais que nous tentons en quelque sorte, actuellement, de reproduire dans le reste du pays la situation dans laquelle se trouve Kaboul. Kaboul est l'exemple parfait d'une ZDA où la situation est sécurisée grâce à notre collaboration. C'est exactement la situation que nous voulons étendre à tout le pays et nous sommes déterminés à déployer les efforts nécessaires dans la

province de Kandahar, et plus particulièrement dans la ville de Kandahar.

• (1535)

[Français]

Cette diapositive décrit l'évolution de la structure de commandement canadien, le Commandement régional Sud afghan, au cours de la durée de la mission. La FIAS a pris le contrôle du Commandement régional Sud de l'opération Enduring Freedom avec la mise en oeuvre de l'étape 3 du plan d'expansion de l'OTAN. De février à août 2006, le Canada a commandé le Commandement régional Sud.

[Traduction]

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006 — il n'y a pas si longtemps — la structure de commande du Commandement régional Sud de la FIAS a été modifiée lorsque la responsabilité du commandement est passée du Canada aux Pays-Bas. La Force opérationnelle interarmées en Afghanistan en a profité pour réorganiser le commandement et la structure de contrôle afin de placer le commandement, l'objectif et les efforts sous les ordres d'un seul commandant canadien. La personne choisie à cette fin est le nouveau brigadier-général Tim Grant. Il est en poste depuis environ deux semaines — soit depuis le 1<sup>er</sup> novembre — et c'est maintenant lui le commandant du contingent canadien. Comme vous le savez, le major-général néerlandais Ton van Loon est maintenant à la tête du quartier général du Commandement régional Sud. Le commandement relève des Pays-Bas. Le major-général van Loon compte sur un Canadien — un colonel — au poste de chef d'état-major et d'autres Canadiens travaillent également à ce quartier général.

Au sein du Commandement régional Sud, le changement qui a fait des Pays-Bas la nation responsable s'est passé sans heurts. Au sein de la Force opérationnelle Uruzgan, c'est-à-dire l'équipe néerlandaise-australienne, les opérations cadre, les activités de construction de la base et les opérations de sécurité suivent leur cours. Le peloton continue de patrouiller les environs de Dehrawoud et de Tirin Kot afin d'établir une ZDA dans cette province. Pour ce qui est de la Force opérationnelle Helmand, les Britanniques poursuivent leurs activités dans la province de Helmand afin de prévenir l'infiltration d'insurgés. La Force opérationnelle Zaboul, composée de collègues américains et roumains, continue ses patrouilles cadres, et conserve ses fonctions d'escorte de convois sur l'autoroute 1. On lui a par ailleurs officiellement confié la responsabilité de la ZDA de Qalat dans cette province.

Au cours des dernières semaines, il n'y a eu aucun changement significatif à la disposition des forces du Groupement tactique du 1 RCR. Le commandant du Groupement tactique du 1 RCR consacre toujours la plus grande partie de ses efforts, en collaboration avec ses partenaires de la Force de sécurité nationale afghane, au maintien de la sécurité dans le secteur de Jari et de Panjwai, afin de contribuer à l'établissement de la ZDA de Kandahar. Fait à souligner, le 3 novembre, un premier groupe de 41 personnes ont obtenu leur diplôme afin de joindre les rangs de la police auxiliaire nationale afghane — la PANA; il est prévu que ces candidats soient affectés à la région de Panjwai Jari.

L'EPR a procédé à l'ouverture de l'école intermédiaire de Cham-e-Dinkkar, située en face du Centre de développement provincial, à Bazaar-e-Panjwayi. Par ailleurs, l'EPR a accueilli plusieurs visiteurs de marque, dont le chef de l'état-major de l'Armée de terre, le président de l'ACDI, le sous-greffier du Conseil privé et l'ambassadeur canadien aux ÉAU.

L'équipe de liaison et de mentorat des observateurs, qui compte quelque 64 membres, a continué son programme de formation et a maintenu ses fonctions de liaison entre les groupements tactiques et les bataillons afghans, appelés les kandaks, et déployés dans la région Jari-Panjwai.

L'EPR a maintenant mené à terme 18 des 35 projets prévus. Elle a appuyé la distribution de vivres, d'eau, de couvertures et de tentes dans toute la région de Panjwai. Le financement du MDN à cet égard, sous la forme d'un fonds d'urgence du commandant — FUC — a été augmenté et dépasse maintenant les trois millions de dollars, ce qui marque une très bonne tendance. C'est vrai, ce montant est différent de celui dont je vous parlais la dernière fois que j'ai comparé devant vous, mais compte tenu que de plus en plus de projets sont requis, sur le terrain — et d'ailleurs ces projets sont certainement analysés ici —, il est normal que davantage d'argent soit affecté, dans la mesure où les projets sont intéressants. Je le répète, je crois que c'est là une tendance positive, puisqu'il s'agit d'efforts de reconstruction.

Les colis de nourriture familiaux sont conçus pour fournir 2 000 calories par jour à six personnes pendant un mois. Voilà la taille des colis de nourriture que nous distribuons; et nous avons distribué plus de 10 000 de ces colis. Le général Gauthier vous a déjà donné cette information quand il a comparé devant vous la semaine dernière.

• (1540)

[Français]

Quatre visites médicales des villages ont été organisées conjointement avec le groupe tactique au sein de la province de Kandahar au cours des six dernières semaines. Plus de 2 000 Afghans ont reçu des soins médicaux de base ainsi que des médicaments dans les régions éloignées de Panjwai et de Mienishin.

De concert avec le ministre de la Santé afghan, des médecins et des dentistes locaux ont prodigué des soins aux gens de ces régions. En plus des médicaments, des outils, des effets scolaires, de la nourriture, des couvertures, des jouets, des tapis et des appareils radio ont été distribués.

L'équipe de reconstruction provinciale a fourni plus de 100 trousseaux de diagnostic à l'école de soins infirmiers Mirwais, dans la ville de Kandahar, où des étudiants et des étudiantes en soins infirmiers ont débuté leurs études récemment, soit en octobre 2006.

• (1545)

[Traduction]

À la diapositive suivante, je veux vous faire remarquer la croissance de la police auxiliaire nationale afghane dans la province de Kandahar. Encore une fois, ce progrès peut paraître négligeable, mais nous espérons que des développements plus importants suivront dans l'avenir.

La diapositive qui suit vous donne un bon aperçu du genre de soutien qu'apporte l'EPR et du genre de travail qu'elle accomplit; l'engagement des leaders principaux, ou chouras, envers les dirigeants locaux; le nombre de colis et de chariots de nourriture que nous avons distribués au cours de la dernière semaine — et vous verrez les totaux cumulatifs dans la colonne de droite; le nombre de colis d'articles non alimentaires distribués — par exemple des couvertures, et autres articles; et le nombre partiel de personnes qui reçoivent de la formation en vue de joindre les rangs de la police auxiliaire nationale afghane — la sélection et le mentorat de ces personnes, par la GRC et notre propre police militaire canadienne

sont des éléments cruciaux de la formation que les candidats reçoivent.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les listes de dommages établies dans le cadre des chouras tenues dans les villages. En fait, pas cette semaine précisément, mais mentionnons qu'il y a 227 réclamations. En pareils cas, les agents de la COCIM sortent et se promènent dans la province de Kandahar et parlent aux dirigeants locaux et aux aînés dans les tribus et les divers villages.

Les patrouilles de la force d'intervention rapide sont réparties par l'EPR afin d'aider les autorités afghanes, et vous pouvez constater le nombre de patrouilles de sécurisation que nous effectuons pour procurer un certain confort à nos homologues locaux dans la province de Kandahar, de par notre présence. Vous avez donc un bon aperçu de ce qui a été accompli, du moins au cours de la dernière semaine, et j'espère pouvoir vous informer des derniers développements à cet égard régulièrement, quand je viens vous rencontrer.

J'avais prévu ici une diapositive entière pour vous parler de la Route Summit, mais je crois que le général Gauthier vous a déjà décrit le projet quand il est comparé devant vous, récemment. Alors je crois que je vais passer rapidement. Je mentionnerai seulement que les efforts déployés jusqu'à maintenant visent l'identification des donateurs et toute la planification de l'infrastructure. La flèche que vous voyez indique l'endroit où arrivera la route, dans la ville de Kandahar, soit juste un peu plus à droite sur la diapositive. La reconnaissance et le déminage du sol sont déjà en cours, même que les travaux sont passablement avancés.

Nous espérons tous qu'il y aura des progrès dans les semaines à venir. Je sais que le général Leslie était sur le chantier de la Route Summit la semaine dernière. Au cours des derniers jours, il a plu abondamment en Afghanistan. En certains endroits, des inondations rendent la route presque impraticable. Par ailleurs, vous avez certainement lu dans les journaux les articles traitant des problèmes que nous éprouvons dans le désert à cause de la poudre de talc. Tout cela a fait en sorte que nous n'avons pratiquement pas travaillé cette semaine, mais nous croyons tout de même que la route sera complétée dans les semaines qui viennent.

La Route Summit est un bon exemple de grand projet d'investissement qui peut changer la vie des habitants des communautés locales, puisqu'elle rendra possible le transfert de marchandises entre Kandahar et les communautés de Jari Panjwai et réduira le temps de transport, grâce à sa chaussée revêtue. Ce sera certainement notre priorité au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

J'ai pensé que vous aimeriez la prochaine diapositive. Vous y trouvez de l'information sur la répartition actuelle de l'effectif des Forces canadiennes en Afghanistan, effectif d'un peu plus de 2 400 membres. Vous voyez que la plus grande partie des troupes est affectée à Kandahar et à l'appui des forces en présence à Kandahar et que le reste est à Kaboul.

En terminant, je crois que vous serez heureux d'apprendre que le Nyala, ou RG-31, est entièrement opérationnel en Afghanistan et est utilisé par les Forces canadiennes. La caisse du RG-31 résiste aux mines et ses côtés sont légèrement blindés. Sa caisse en acier protège les occupants des tirs de fusil mais, avant tout, des mines et des EEI. Le RG-31 est un gros véhicule. Il ressemble à un VUS, mais en comparaison le G-Wagon a l'air minuscule.

• (1550)

Comme je l'ai mentionné précédemment, les talibans ont montré qu'ils n'hésiteraient pas à utiliser des engins explosifs improvisés contre les forces de la coalition et qu'ils ont les connaissances nécessaires pour le faire. Nous avons dû nous adapter afin de poursuivre l'initiative et de protéger nos troupes, en augmentant la flotte de RG-31.

Il est impossible d'être entièrement à l'abri des dommages causés par les explosions, puisqu'il est toujours possible de concevoir des engins explosifs plus puissants. Toutefois, nous croyons avoir réduit notre vulnérabilité. Encore une fois, le dossier des RG-31 est un bon exemple où nous avons réagi rapidement; les soldats de première ligne ont pu obtenir quelques véhicules de plus pour faire leur travail dans une plus grande sécurité.

Monsieur le président, c'est ainsi que se termine mon exposé.

**Le président:** Merci beaucoup, général. Nous vous sommes reconnaissants. Je suis sûr qu'il y aura des questions.

Je veux rappeler au membres du comité que nous accueillerons tout à l'heure le général Leslie, chef de l'état-major de l'Armée de terre, puis cette semaine le ministre des Affaires étrangères, le chef de l'état-major de la Force aérienne et le chef de la Force navale. Ces intervenants de haut niveau sauront, j'en suis sûr, répondre à la plupart de nos interrogations.

Gardons à l'esprit que la présentation que nous venons d'entendre se voulait un compte rendu de la situation actuelle, alors tenons-nous en à ce qui s'est passé dans les deux dernières semaines en Afghanistan.

Allez-y.

**L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.):** Encore une fois merci, général, d'être venu nous rencontrer.

Au sujet de la Route Summit, ou l'« allée des embuscades », comme on l'appelle dans les journaux, vous nous avez donné certains renseignements qui ne concordent pas avec ce que l'on peut lire dans le *Ottawa Citizen* aujourd'hui. Dans l'article en question, il est écrit que les membres de l'armée afghane sont rentrés chez eux à cause du ramadan ou pour d'autres raisons. On allègue qu'ils sont en poste depuis longtemps et qu'ils doivent prendre une pause, à un moment donné, et que les travaux de construction ont été interrompus pour des raisons de sécurité. En fait, l'un des officiers aurait dit: « À l'heure actuelle, nous essayons d'éviter une défaite cuisante. » [Traduction]

J'aimerais que vous m'expliquiez ce commentaire. Qu'est-ce que vous en comprenez? Est-ce que les renseignements du *Ottawa Citizen* sont exacts?

**Bgén A. J. Howard:** Je vous remercie de votre question.

C'est un fait que nous avons eu des difficultés, au cours des dernières semaines, en ce qui concerne l'appui de nos partenaires de la Force de sécurité nationale afghane dans le Sud. C'est un fait aussi que le ramadan était l'un des facteurs en cause. Vous voyez, de jeunes Afghans joignent les rangs de l'armée nationale afghane. Ils sont environ 30 000 actuellement. Ils sont très braves et travaillent particulièrement fort. Il y a plusieurs semaines, nous, Canadiens, avons demandé à nos collègues afghans — représentants du gouvernement — d'augmenter le nombre d'Afghans qui travaillent avec nous, dans le Sud. Je vous assure qu'ils ont accepté sans hésiter.

Je sais à quoi fait allusion l'article dont vous parlez. Il y a environ deux ou trois semaines, un des bataillons de l'Armée nationale afghane a effectivement dû quitter. Il était venu de la province de

Helmand; il est retourné à la province de Helmand. Cela nous a pris un peu de court. Je suis heureux de vous confirmer que la situation est maintenant rétablie. Quelque 300 ou 400 soldats de l'Armée nationale afghane travaillent avec nous dans le Sud. La situation s'améliore.

Je ne nierai pas que les talibans ne veulent absolument pas que cette route soit achevée. C'est pourquoi nous sommes actuellement à fortifier nos positions le long de la route, afin d'améliorer la sécurité. Au fil du temps, plus d'un tronçon de route a été surnommé l'« allée des embuscades » en Afghanistan. Quand nous sommes arrivés à l'aérodrome de Kandahar, la portion de route qui relie l'aérodrome à la ville était surnommée l'« allée des embuscades ». Nous avons d'ailleurs perdu quelques soldats sur cette route.

En vérité, je crois qu'il serait juste de dire que c'est l'impression qui régnait il y a deux ou trois semaines. C'est une épreuve de patience. Je vous assure. C'est un défi de taille; il n'y a pas de doute. Mais nous sommes déterminés à achever cette route.

Évidemment, si vous alliez visiter le chantier cette semaine, vous n'y verriez pas beaucoup d'activité et il vous faudrait un bateau, de toute façon, pour circuler, pas un véhicule à roues. La boue est pas mal épaisse. Je suis un peu plus optimiste — sans vouloir contredire le capitaine, qui est sur le terrain en ce moment. Je pense que ça illustre le genre de problèmes que nous avons.

Je m'attends bel et bien à ce qu'il y ait des progrès au cours des semaines et des mois qui viennent. Il est important que cette route soit achevée. C'est une région où nous sommes présents, et c'est un projet qui va améliorer les conditions de vie des habitants.

• (1555)

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Il me reste une seule question.

**Le président:** Vous avez le temps pour une question courte.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Oui, ce sera très court.

Vous avez parlé du concept des ZDA. Cela semble nouveau. L'orientation de la mission a-t-elle changé au cours des deux dernières semaines, depuis l'arrivée du général Van Loon aux commandes? Je ne me souviens pas que vous ayez parlé du concept des ZDA lors de votre dernier compte rendu. Je suppose que c'est une toute nouvelle réalité.

**Bgén A. J. Howard:** Non, monsieur. Quand je suis arrivé comme officier responsable au QGDN — c'est-à-dire cet été — les projets de ZDA étaient déjà en cours et depuis ce temps ils ont toujours été traités dans les comptes rendus. Ces projets ont demandé beaucoup de préparation. Cela part du commandant de la FIAS, le général Richards, et je suis convaincu que le général Fraser a travaillé sur le dossier auparavant.

**Le président:** Bon. Merci beaucoup.

Monsieur Bachand.

[Français]

**M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

La dernière fois que nous nous sommes vus, mon général, nous avons demandé qu'on nous envoie la liste des 26 projets dont vous aviez parlé. Ça remonte déjà à deux semaines, et on ne l'a toujours pas. Est-ce qu'on pourrait nous la faire parvenir au cours des prochains jours?

Par ailleurs, j'ai rencontré le général Richards lors de mon séjour en Afghanistan. Il parlait de faire des taches d'encre, une expression que j'ai bien aimée. Est-ce le même principe que les ADZ dont vous nous parlez? Est-ce qu'il s'agit de faire des taches d'encre pour qu'elles s'étendent dans l'environnement? Je trouvais le principe intéressant.

J'aimerais aussi savoir si le général Jones, de l'armée américaine, joue encore un rôle en Afghanistan ou si les forces américaines sont présentement sous le commandement du général Richards, qui commande toutes les forces de l'OTAN. Par ailleurs, le Conseil de Senlis, un groupe britannique, nous disait que des enfants mouraient de faim. Pourtant, d'après ce que vous dites, vous avez acheminé un bon nombre de paquets de nourriture. L'avez-vous fait tout récemment?

Enfin, j'aimerais que vous commentiez certains propos des Britanniques, qui font beaucoup d'entraînement. Ils disent que l'armée afghane ne sera pas prête avant 10 ans. J'ai vu que selon vos statistiques, 178 personnes étaient en formation et que 125 autres avaient obtenu leur diplôme. Il me semble qu'à ce rythme, l'armée afghane ne pourra pas se prendre en main et réduire la pression que subissent les troupes de l'OTAN.

[Traduction]

**Le président:** Pouvons-nous avoir des réponses courtes?

**Bgén A. J. Howard:** Je ferai de mon mieux, compte tenu de la liste que vous m'avez donnée.

Je crois que tout le monde s'entend pour dire que la création de l'Armée nationale afghane sera un long processus. Nous visons à ce que l'Armée nationale afghane soit fonctionnelle d'ici 2010, alors il faudra être patient car cela prendra encore quelques années.

Nous distribuons de l'aide alimentaire depuis le début. Le ministre a promis la semaine dernière — et nous l'appuyons tous que si nous apprenons que certains secteurs sont dans le besoin, il est clair nous examinerons la possibilité de leur venir en aide. Mais une chose est sûre: il y a un bon moment déjà que nous distribuons de l'aide alimentaire.

Le général Jones est le commandant suprême des forces alliées. Oui, la FIAS est une mission de l'OTAN. Trente-six pays et partenaires y contribuent. C'est une mission approuvée par les Nations Unies. L'opération « Liberté immuable » est une mission dirigée par les États-Unis et, bien sûr, nous avons fait la transition de l'opération « Liberté immuable » à la FIAS. Le général Gauthier vous a parlé de quelques-unes des personnes qui sont restées pour participer à la mise sur pied du centre de formation à Kaboul et à d'autres projets du genre par la suite. Mais c'est le général Richards et ses patrons à Bruxelles qui mènent le jeu à la FIAS. Bien sûr, nous travaillons à l'ONU pour discuter de l'ensemble de la mission.

Pour ce qui est de la liste des 26 projets, je vous prie de m'excuser. Je vais m'en occuper. Je considère votre question comme un rappel à l'ordre et vous n'aurez pas à me le répéter. N'ayez crainte, je vais faire diligence.

En ce qui a trait aux ZDA, l'approche préconisée est d'essayer de s'implanter dans les régions à forte densité de population. L'idée est de sécuriser d'abord des régions ciblées, au lieu de se disperser à la grandeur du pays. Si on peut s'installer dans une région et avoir du succès... et c'est possible, si on y pense bien — si les militaires évoluent dans un environnement sécuritaire et que les travailleurs, canadiens et autres, chargés du développement, peuvent s'établir dans cette région et commencer à aider les habitants, nous espérons que les résidents de l'extérieur de la ZDA regarderont cela et se

diront « Dis donc, ça a l'air de marcher » et que le mouvement prendra de l'ampleur, un peu comme une tache d'encre qui s'étend, petit à petit. Voilà l'approche préconisée par l'OTAN. C'est ce que nous essayons de faire. Et je vous fais grâce des détails, je ne vous donne que les grandes lignes. Mais c'est bel et bien la façon dont nous comptons fonctionner; prendre appui sur nos succès, puis élargir notre champ d'action.

• (1600)

**Le président:** Très bien, merci. Tout juste dans les temps.

Madame Black.

**Mme Dawn Black (New Westminster—Coquitlam, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie de revenir nous voir. Ces mises à jour nous sont très utiles. J'ai trois questions.

Je vous avais interrogé à ce sujet lors de votre dernière visite. Vous avez parlé de la police auxiliaire afghane, mais les seuls renseignements que j'ai eus à ce sujet me viennent des médias, qui affirment que les nouveaux agents sont des jeunes Afghans qui n'ont eu que dix jours de formation. Pouvez-vous me rassurer et me garantir que les personnes admises dans la police auxiliaire afghane reçoivent une formation digne de ce nom? Dix jours de formation, c'est bien peu pour des gens qui se destinent au métier de policier.

Le sujet de ma deuxième question a déjà été abordé par Ujjal ou Claude. Il s'agit des colis de nourriture familiaux. Vous avez mentionné que plus de 10 000 de ces colis ont été distribués. Je veux savoir si la nourriture qu'ils contiennent est adéquate. Les aliments distribués respectent-ils les mœurs religieuses des diverses communautés et de la nation ainsi que leurs traditions culturelles? Qu'y a-t-il dans ces colis de nourriture?

Ma dernière question est la suivante. Vous avez parlé de l'élimination d'explosifs et je me demandais à quel genre d'explosifs on a affaire. Vous avez donné des chiffres et je ne les ai pas notés. La diapositive a changé avant que je n'aie eu le temps de noter les renseignements sur l'élimination des explosifs. Trouvez-vous des vieilles mines abandonnées par les Russes ou s'agit-il uniquement d'explosifs mis en place par les talibans? Je crois que vous avez parlé de plus de 100 explosifs éliminés; pouvez-vous nous donner plus de détails, s'il vous plaît?

**Bgén A. J. Howard:** Bien sûr. Je vais commencer par votre dernière question.

Nous avons sur place des ingénieurs très compétents, capables d'assurer notre mobilité en s'occupant des engins explosifs non explosés; quant à la nature des explosifs éliminés... Nous avons également comme objectif d'aider les communautés locales. Par exemple, des habitants viennent parfois nous voir et nous disent: « Nous savons qu'il y a une mine à tel endroit. Pouvez-vous nous aider? » Ou encore: « Il y a des petits fils qui dépassent du sol; on dirait un EEI. » Nous avons parfois affaire à des résidus d'obus de mortier ou à des projectiles d'artillerie accessibles à tout-venant. C'est le genre de problèmes qu'on peut régler assez facilement. Voilà le genre d'explosifs que nous trouvons au sol.

**Mme Dawn Black:** Et trouvez-vous des mines terrestres russes abandonnées?

**Bgén A. J. Howard:** Oui, effectivement, il y en a. L'Afghanistan est l'une des régions à plus forte concentration de restes explosifs de guerre. C'est l'une des raisons pourquoi il existe des traités sur les mines terrestres antipersonnel et d'autres traités semblables: les armées se retirent sans enlever ce genre de débris. Cela représente un grave danger non seulement pour les populations civiles, mais aussi pour les troupes canadiennes.

Si vous me le permettez, je vais revenir à votre première question, au sujet de la police auxiliaire nationale afghane. Si je ne me trompe, le but n'est pas que ces agents assurent le même niveau d'intervention que les policiers réguliers. Il existe dans ce pays à peu près les mêmes différences, par rapport aux policiers à part entière, mais il y a aussi, par exemple, des agents de la circulation et d'autres postes semblables. Alors les membres de la police auxiliaire nationale afghane n'assumeront pas toutes les fonctions qui incombent en général aux policiers puisque, évidemment, il serait impossible de leur faire atteindre le niveau de professionnalisme requis uniquement avec une formation de dix jours. Par exemple, ils ne peuvent accomplir les tâches associées aux enquêtes. Il faut être conscient de leurs capacités pour pouvoir les utiliser adéquatement.

• (1605)

**Mme Dawn Black:** Alors on parle bien de dix jours?

**Bgén A. J. Howard:** C'est effectivement une très courte période. Je ne voudrais pas que vous vous souveniez uniquement du chiffre de dix jours, car la durée de l'entraînement dépend du poste visé, mais règle générale, c'est de 10 à 14 jours. La formation est sous la supervision de la GRC, de notre constable du PEIR, de l'EPR et du peloton de police militaire. Nous avons également déployé à cette fin un peloton de police militaire. Ces intervenants contrôlent et supervisent la formation. Nous n'admettons personne de moins de 18 ans; il est parfois difficile d'établir l'âge des candidats, mais nous nous efforçons de respecter cette règle. Il n'est donc pas question ici de très jeunes personnes. Les candidats sont en fait du même âge que ceux et celles qui joignent les rangs des forces de l'ordre ici, au Canada. Nous leur confions un rôle limité et nous pouvons ainsi augmenter l'effectif des forces de sécurité. Je vous assure cependant qu'il s'agit d'une mesure provisoire.

Nous ne voulions pas en arriver là, je dois être honnête avec vous, mais il s'agit en quelque sorte d'une mesure de transition, en attendant que soit constitué un corps policier stable et viable à long terme.

**Mme Dawn Black:** Et au sujet de la nourriture?

**Bgén A. J. Howard:** Honnêtement, je présume que le contenu des colis de nourriture a été établi en tenant compte de la culture locale. L'inverse me surprendrait beaucoup. Mais laissez-moi vérifier. Je vous reviendrai avec une meilleure réponse la prochaine fois et je vous donnerai un exemple de ce que contiennent les colis de nourriture.

**Mme Dawn Black:** Si je vous pose la question, c'est que j'ai rencontré des Afghans dans mon comté la semaine dernière, alors que nos travaux étaient interrompus. Ces gens m'ont affirmé que la nourriture distribuée dans les colis n'était pas halal et j'espère seulement que cette information n'est pas exacte.

**Bgén A. J. Howard:** Nous avons une EPR fantastique. Le commandant est un homme extraordinaire, alors je serais très étonné que ce soit le cas. Mais laissez-moi vérifier.

**Mme Dawn Black:** Merci.

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Hiebert.

**M. Russ Hiebert (Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale, PCC):** Merci, monsieur le président.

Merci, messieurs, de revenir devant notre comité.

Dans votre présentation, vous avez mentionné que les talibans tentaient d'empêcher la reconstruction et la distribution d'aide humanitaire, qu'ils tentaient d'empêcher toute interaction significative avec les résidants et qu'ils tentaient de miner l'impression d'amélioration de la sécurité causée par l'opération Méduse. Cette dernière expression — « miner l'impression d'amélioration de la sécurité » — a spécialement attiré mon attention. Nous sommes sur la bonne voie, si je comprends bien. J'aimerais que vous nous expliquiez en quoi l'opération Méduse a contribué à ce que s'installe une impression d'amélioration de la sécurité. Qu'est-ce qui vous permet de faire cette affirmation? Quelles sont les conséquences concrètes de cette impression d'amélioration de la sécurité?

Ma deuxième question est étroitement liée à la première. Vous avez mentionné dans votre présentation que le nombre d'attaques avait diminué au cours des dernières semaines. J'aimerais que vous nous expliquiez un peu pourquoi il y a eu moins d'attaque depuis votre dernier compte rendu — je suis conscient que mes questions se ressemblent beaucoup.

Maintenant ma troisième question. Vous avez mentionné que l'Armée nationale afghane comptait 30 000 membres à l'heure actuelle, mais qu'il faudrait quelques années avant qu'elle ne soit autosuffisante. J'aimerais que vous nous précisez quels seront les critères d'autosuffisance pour l'Armée nationale afghane. Est-ce qu'on vise simplement un certain nombre de soldats, ou est-ce qu'on souhaite qu'elle atteigne un certain niveau de préparation ou de compétence technologique, ou qu'elle se dote de certains équipements? Quels sont les objectifs? Comment saurons-nous quand nous aurons terminé notre travail?

**Bgén A. J. Howard:** En perspective, si on jette un coup d'œil aux activités du Commandement régional Sud, on constate qu'à la même époque l'an dernier, les forces de la FIAS et de l'OTAN étaient toujours absentes de la région du Sud. Je crois que l'an dernier, nous n'avions tout simplement pas la capacité de couvrir les quatre provinces — nous tous Britanniques, Canadiens, Néerlandais, Américains et autres partenaires. À partir de janvier, nous avons amorcé un déploiement dans la région. Nous avons pris la relève d'un commandement américain fort dispersé et nous sommes installés là-bas. Les talibans nous ont en quelque sorte envoyé comme message: « Vous aurez quitté les lieux d'ici la fin de l'été; on va vous convaincre de partir. » Pourtant, nous y sommes toujours.

Je crois que l'opération Méduse a montré aux Afghans que nous étions prêts à les aider, que nous n'allions pas tourner les talons et partir en courant dès les premières difficultés. Nous sommes sur place pour appuyer le gouvernement afghan local, et évidemment le gouvernement afghan national, et nous devons faire preuve d'un peu de persévérance. Je ne veux pas minimiser l'ampleur des défis qui nous attendent dans les prochaines semaines. L'environnement où nous évoluons est toujours risqué et dangereux, mais j'ai bon espoir qu'en appliquant le concept des ZDA, nous serons en mesure de faire des avancées et des progrès importants. Il est très difficile de prédire l'avenir, mais nous avons fait montre de détermination.

Il faut être patient. Nous avons comme mandat d'aider le gouvernement afghan local et ce travail en est un de longue haleine.

Excusez-moi, quelle était votre dernière question?



•(1610)

**M. Russ Hiebert:** C'était au sujet de l'état de préparation de l'armée nationale afghane.

**Bgén A. J. Howard:** Assurément, notre intention en ce qui concerne le Pacte pour l'Afghanistan est de mettre en place une force militaire capable d'assurer la sécurité. Lorsque vous parlez de l'armée nationale afghane et que vous demandez si elle est efficace, elle doit pouvoir démontrer au gouvernement et à la population qu'elle peut effectivement s'occuper des questions de sécurité.

C'est une entreprise très complexe. Je ne crois pas que la situation puisse être évaluée seulement en termes de chiffres. Par exemple, les Forces canadiennes constituent une petite armée, mais elle bénéficie de la confiance de son pays. Elle n'est pas nécessairement conçue pour couvrir le pays en entier, mais elle possède de grandes capacités.

Donc, il faut un nombre suffisant de personnes. Je ne peux vous donner un nombre exact; ce ne serait pas honnête de ma part. Ce sera aux Afghans de décider. Ils ont surtout besoin d'un commandement compétent et d'une structure de contrôle. La présence d'individus capables de donner à l'organisation une stature professionnelle constitue certainement un pas dans la bonne direction. Des moyens technologiques seront nécessaires pour que leur armée puisse survivre par elle-même, et constitueront certainement la prochaine étape à franchir.

Je crois qu'il s'agit d'un régime complexe, mais comment l'établir? Comme nous le faisons en ce moment. Il faut commencer avec des bataillons, augmenter leur nombre, acquérir une certaine masse critique, et finalement leur donner un caractère professionnel. L'entraînement de base se donne à Kaboul. Les bataillons vont dans les zones locales, puis nos équipes d'observation et de liaison, par exemple, encadrent étroitement les troupes en présence en vue d'en faire de vrais professionnels.

Ils obtiennent beaucoup de succès lorsqu'ils sont en partenariat avec nous. Nous leur fournissons de meilleures communications et un peu de nos connaissances et de notre savoir-faire pour leur permettre de réussir. Je crois qu'ils éprouvent des difficultés lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes. C'est un travail de longue haleine.

**Le président:** Merci.

Il semble que nous n'aurons pas le temps pour d'autres rondes de questions, donc si le comité le permet, je vais prendre la dernière minute pour conclure.

Il y a une baisse des attaques actives, est-ce que cela signifie qu'il y a une diminution générale des activités des talibans, ou sont-ils ailleurs en train de préparer des actions dans le but de contrecarrer nos plans? Les attaques au mortier sont à la baisse; est-ce une indication qu'ils sont moins nombreux et qu'ils se replient ou qu'ils subvertissent la population en utilisant d'autres moyens?

**Bgén A. J. Howard:** Je n'ai jamais été très bon pour prédire l'avenir, donc je vais me montrer prudent. Certes, la tendance que nous avons observée au cours des dernières semaines semble démontrer une certaine diminution des activités. Est-ce en raison de la température? Il y a probablement un peu de cela. Est-ce en raison de nos réussites dans les districts de Jari et de Panjwai? Oui, probablement qu'elles ont quelque chose à voir avec la situation.

Des fêtes religieuses se sont récemment terminées dans cette région. De toute évidence, les talibans eux-mêmes remarquent certaines améliorations en Afghanistan et certains d'entre eux sont engagés dans le mouvement de paix par la force, décrit

précédemment par le général Gauthier. Ainsi, je ne pense pas qu'il n'y a qu'une seule raison, mais je ne pense pas que nous devrions sous-estimer la possibilité que les attaques se poursuivent dans l'avenir. Mon souhait — le souhait de tous les soldats — est que les attaques aient diminué un peu, mais seul le temps nous le dira.

**Le président:** Merci beaucoup.

C'est tout le temps dont nous disposons. Nous espérons que vous pourrez revenir nous parler. Au fur et à mesure que nous nous informons sur la situation, je crois que nous sommes mieux en mesure de comprendre et d'apprécier les exposés. Merci.

•(1615)

**Le président:** La séance est ouverte pour la deuxième partie.

J'aimerais souhaiter la bienvenue au général Leslie, chef d'état-major de l'armée de terre. Merci d'être parmi nous. Nous attendons avec impatience vos commentaires. Comme d'habitude, vous disposerez de temps pour nous faire un exposé, et par la suite il y aura des périodes de questions. Nous sommes ici jusqu'à 17 h 30, si vous pouvez rester tout ce temps.

La parole est à vous, monsieur.

[Français]

**Lgén Andrew Leslie (chef d'état major de l'Armée de terre, ministère de la Défense nationale):** Monsieur le président, mesdames et messieurs, je suis heureux de pouvoir rencontrer le comité aujourd'hui. Au nom de nos soldats, je vous remercie de votre intérêt et de votre appui à l'égard de l'Armée de terre.

Il est important pour nos soldats de savoir qu'au nom de tous les Canadiens, les députés les appuient dans leur travail, qui est essentiel.

[Traduction]

La grande partie de nos opérations actuelles portent sur notre mission en Afghanistan. Donc, en guise d'introduction, je vous parlerai brièvement, principalement dans la langue de Molière, de certains enjeux qui en découlent. Par la suite, il me fera plaisir de répondre à vos questions.

[Français]

Le rôle de l'Armée de terre consiste à produire des forces terrestres efficaces au combat, prêtes à être déployées en fonction des décisions du gouvernement ou du chef d'état-major de la Défense. De façon régulière, nous analysons attentivement nos engagements et nous effectuons des simulations pour chaque force opérationnelle que nous prévoyons déployer.

Monsieur le président, nous sommes assurés de respecter les exigences de notre mission jusqu'à 2009. Notre planification et notre système de l'état de préparation géré nous ont même permis de répondre aux demandes supplémentaires qui nous ont été adressées dans la foulée des améliorations à la force opérationnelle en Afghanistan annoncées à la mi-septembre.

Je tiens également à souligner qu'il ne nous est pas facile de satisfaire aux exigences de notre mission. Les membres du comité doivent savoir que pendant un certain nombre d'années, l'Armée de terre a maintenu un rythme opérationnel extrême en disposant d'un nombre de soldats totalement insuffisant. Nous sommes donc très heureux de pouvoir augmenter les effectifs de l'Armée de terre et attendons avec impatience le jour où nos soldats auront une vie où les déploiements, les diverses tâches à accomplir, l'entraînement et le temps passé en famille seront partagés de façon plus équilibrée. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Il faudra des années avant que l'Armée de terre ne se relève totalement de cette longue période au cours de laquelle elle a dû, en tout temps et avec des effectifs sérieusement réduits, répondre aux demandes de rotation continue à l'étranger tout en assumant ses obligations ici, au pays.

Monsieur le président, je vous parlerai maintenant plus en détail de certains enjeux liés au personnel. Bien que nous puissions respecter nos engagements en matière de déploiement, nous n'arrivons pas à augmenter nos effectifs assez rapidement, ce qui nous cause un certain stress. Nous en sommes donc à mettre en oeuvre des solutions qui permettront de combler le vide avant que les recrues n'aient été intégrées aux forces de campagne.

Une des situations où la pression est particulièrement palpable est celle que vivent nos sous-officiers supérieurs. Ces hommes et ces femmes sont le fer de lance de l'Armée de terre. Nous leur demandons de mener nos soldats dans le cadre d'opérations, de les entraîner dans les écoles de combat et d'exécuter diverses tâches importantes, même s'ils ne sont tout simplement pas assez nombreux.

Paradoxalement, l'augmentation des effectifs de l'Armée de terre amplifie le problème. Nous aurons ainsi besoin d'un nombre plus grand encore de ces soldats hautement qualifiés pour entraîner les recrues au fur et à mesure que celles-ci intégreront leurs unités et suivront des cours de spécialisation. Nous avons donc cerné un certain nombre de domaines où des civils contractuels peuvent donner des cours élémentaires, libérant ainsi des sous-officiers et des soldats pour des tâches plus exigeantes. Ces changements sont effectués dans le cadre d'un programme très efficace appelé le Programme d'amélioration de la capacité d'instruction.

À titre d'exemple, des civils peuvent aussi bien que des sous-officiers dispenser l'entraînement aux soldats devant manoeuvrer des véhicules sur les rues. Ils peuvent également enseigner les compétences élémentaires requises pour les opérations en montagne, certaines parties de notre formation en communications, de même que le fonctionnement de la tourelle d'un véhicule blindé léger, par exemple.

En outre, nous avons présentement besoin de figurants pour jouer le rôle de civils afghans lors d'exercices au Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres à Wainwright, en Alberta.

• (1620)

[Traduction]

Il s'agit d'un programme unique où des Canadiens jouent le rôle bien connu de civils afghans, en reproduisant les conditions que nos soldats auront à affronter outre-mer.

[Français]

Il est alors possible de remplacer les soldats auxquels nous ferions normalement appel pour jouer le rôle de citoyens afghans par des civils canadiens embauchés par contrat. J'insiste sur le fait que nous ne demandons pas à des civils d'enseigner les techniques de combat.

Ces techniques sont toujours dispensées par des membres compétents de l'Armée de terre.

Monsieur le président, nous utilisons également davantage les réservistes de l'Armée de terre. Ainsi, dans le cadre du programme appelé Bassin d'instructeurs pour l'instruction individuelle, nous embauchons des réservistes de classe B pour donner une partie de l'instruction individuelle. Ce programme devrait permettre de libérer quelque 400 membres de la force régulière, lesquels pourront être affectés à d'autres tâches au cours de l'année à venir.

De plus, nous avons récemment été autorisés à embaucher un autre groupe d'environ 1 000 à 1 500 réservistes de classe B à temps partiel et à temps complet. Il ne sera pas facile d'en intéresser autant à servir avec nous à temps plein parce que nombre d'entre eux ont des emplois exigeants dans le civil et parce que d'autres préfèrent servir à temps partiel uniquement. Mais si nous réussissons à en intégrer un nombre suffisant, nous remédierons en partie à notre pénurie de personnel actuelle.

Nous devons également composer avec le fait que notre tableau d'effectifs de temps de paix ne correspond pas aux structures que nous déployons dans le cadre d'opérations comme celle que nous menons en Afghanistan.

• (1625)

[Traduction]

Nous devons également composer avec le fait que notre tableau d'effectifs de temps de paix ne correspond pas aux structures que nous déployons dans le cadre d'opérations comme celles que nous menons en Afghanistan. À titre d'exemple, une compagnie d'infanterie au Canada compte normalement de 100 à 110 soldats alors que les compagnies au cœur des opérations comptent facilement entre 145 et 150 soldats. Cela signifie que, lorsque nous formons une compagnie pour être déployée, nous devons souvent prendre des soldats au sein de deux compagnies, ce qui modifie considérablement la structure établie des bataillons et des brigades.

J'ai demandé que soient restructurés les effectifs de temps de paix que nous avons au Canada, afin de les adapter aux opérations. La structure régulière de nos forces de campagne reposera désormais sur trois brigades et neuf, peut-être dix, groupements tactiques d'infanterie. Ces brigades et groupements tactiques seront organisés, entraînés, équipés au fur et à mesure qu'ils seront déployés dans le cadre d'opérations.

Incidentement, après sa rotation en Afghanistan l'an prochain, le 2<sup>e</sup> bataillon du Royal Canadian Regiment sera désigné comme groupement tactique permanent dans le cadre d'un essai de cinq ans. Je viens tout juste de les voir en exercice à Wainwright. Ils se préparent aux tâches qui les attendent en février.

La restructuration visant à refléter la situation de nos forces dans le cadre de nos opérations prendra un certain temps, mais nous enclenchons le processus dès maintenant. En fait, nous avons déjà commencé il y a quelques mois.

Le problème que je viens de soulever est principalement d'ordre structurel. Toutefois, il peut s'amplifier si, en voulant constituer une compagnie destinée à l'Afghanistan, nous devons recruter des membres au sein de compagnies dont les effectifs sont à leur minimum ou grandement réduits. C'est parfois le cas aujourd'hui et ce problème ne sera résolu qu'avec l'arrivée de recrues dans le cadre de l'expansion de l'armée de terre. Des recrues ont déjà commencé à rejoindre nos rangs.

Les membres du comité doivent savoir que l'armée de terre continue de faire l'objet d'une transformation majeure qui lui permettra de relever les défis de ce siècle. Cependant, à cause des demandes intenses en matière d'opérations d'entraînement, certains volets de la transformation risquent d'être ralentis ou différés; certaines exigences ou missions pourraient aussi être retardées. En conséquence, j'ai demandé que l'on s'occupe des exigences opérationnelles en priorité.

Pour résumer la situation, monsieur le président, nous n'allons ménager aucun effort pour respecter nos engagements opérationnels jusqu'en 2009 et au-delà. Malheureusement, il m'est impossible d'augmenter les effectifs de l'armée de terre suffisamment rapidement pour régler tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés et qui nous causent des tensions. Je suis disposé à discuter certains détails avec vous.

Nos problèmes actuels s'atténueront au fur et à mesure que nos effectifs augmenteront. Contrairement à certains commandants des forces terrestres précédents, je peux vous regarder dans les yeux et vous affirmer que nos effectifs s'accroissent. Nous appliquons présentement des solutions créatives qui nous aideront à atteindre le point où tous nos besoins en matière de personnel seront satisfaits sans devoir recourir à des solutions temporaires ou à des mesures provisoires spéciales comme celle que j'ai déjà mentionnée, soit l'embauche de 1 000 à 1 500 réservistes au cours des prochaines années.

Pour terminer, je vous parlerai brièvement des questions d'équipement. Le mode d'acquisition d'équipement que nous utilisons au cours de la guerre froide — par exemple, il pouvait s'écouler 15 ans ou plus entre le moment où un besoin était identifié et celui où l'équipement entrait en service — est révolu. Dans le contexte stratégique d'aujourd'hui, la rapidité et la souplesse sont des éléments primordiaux. Vous serez heureux d'apprendre que nous avons obtenu un succès remarquable en Afghanistan et même au pays, à cet égard.

Plusieurs exemples me viennent à l'esprit mais comme je suis dans l'artillerie, je vous parlerai des pièces d'artillerie légère M-77 acquises et mises en service. Entre l'identification des besoins et l'utilisation contre les ennemis, il s'est écoulé un délai de quatre mois. Il y a d'autres exemples, bien sûr — les petits véhicules aériens sans pilotes, utilisés pour du travail de reconnaissance, et les véhicules de patrouille blindés auxquels a fait référence le général Howard.

Ceci dit, nous devons bien entendu être prudents pour nous assurer que nos achats combleront les besoins de l'armée pendant plusieurs années. S'il nous arrive trop souvent de faire des achats à la hâte, nous risquons d'obtenir ce qui est disponible plutôt que des produits qui répondent à nos besoins précis pour les prochaines décennies. Mais dans les cas où nous avons décelé des besoins pressants, nous sommes maintenant beaucoup plus efficaces pour mettre en service de l'équipement sur le terrain rapidement, grâce aux officiers supérieurs, aux employés civils, aux membres du gouvernement et de l'opposition et même de toute la collectivité qui participent au processus afin de répondre aux besoins de nos soldats et de leur assurer des niveaux de protection et de sécurité améliorés.

•(1630)

Monsieur le président, j'aimerais rappeler au comité que tout ce que nous avons fait, tout ce que nous faisons, c'est de préparer les soldats à la réussite. Nous sommes très fiers de leur comportement en Afghanistan. Ils s'acquittent de la mission avec beaucoup de courage et de compétence, de façon à ce que les citoyens afghans

puissent reconstruire leur vie, leurs collectivités, et leur pays après toutes ces années de guerre et de régime brutal des talibans. Je suis persuadé que nous pouvons compter sur vous pour appuyer ces jeunes Canadiens remarquables, qui se comportent avec grande distinction et dont le travail est salué par la communauté internationale.

Merci, monsieur. Il me fera maintenant plaisir de répondre à toutes vos questions.

**Le président:** Merci, monsieur.

Comme vous le savez, nous nous sommes rendus à la BFC Petawawa et à la BFC Edmonton, et nous nous sommes entretenus avec quelques soldats. Notre visite a été des plus intéressantes, et nous sommes reconnaissants de la collaboration que nous avons reçue lors de notre passage à chacune de ces bases.

Juste avant d'entamer la première série de questions, je voudrais dire que deux éléments ont été soulevés lors de notre table ronde, qui s'est tenue à Edmonton avec quelques soldats qui revenaient tout juste d'Afghanistan. Il ne s'agit pas de pièces d'équipement majeures, mais les soldats ont besoin de souliers convenables. Pourriez-vous faire quelque chose pour eux à ce sujet? Ils ont aussi besoin d'une sorte de veste modulaire qui leur permettrait de se vêtir adéquatement pour la journée qui les attend.

Je ne sais pas si vous vous êtes déjà penché sur ces problèmes. Nous pouvons parler de chars, d'Ilyushin, de C-12 et de toutes sortes de choses, mais les souliers semblaient avoir une certaine importance ce jour-là.

**Lgén Andrew Leslie:** Monsieur le président, les soldats ont toujours raison. Je suis sérieux.

**Le président:** Je comprends. Je suis d'accord.

**Lgén Andrew Leslie:** En passant, une fois qu'ils sont en possession de l'équipement et qu'ils ont l'occasion de l'essayer et de s'en servir, nous encourageons une culture de débats énergiques et passionnés.

Je reviens tout juste d'Afghanistan et de Wainwright, et j'entretiens des liens très étroits avec notre Armée de terre, que j'ai le privilège de commander actuellement. Croyez-moi quand je dis que de plus en plus de soldats se sont exprimés très clairement sur ces points. Ils ne se gênent pas.

Nous disposons d'un grand nombre de bottes, et vous me comprendrez de ne pas mentionner les types précis parce que le fabricant pourrait crier après moi par la suite. Je dirais que la plupart des types de bottes — nous parlons ici des bottes beiges pour climat désertique — sont vraiment bons, mais il est vrai qu'il existe une marque en particulier qui donne mal aux pieds, littéralement. Elle n'est pas bonne et c'est pourquoi nous ferons tout ce que nous pouvons pour la remplacer immédiatement. Vous pouvez assurer un suivi, si vous le désirez bien entendu, mais nous maîtrisons la situation.

La conception de la veste modulaire est terminée. Nous avons récemment commencé à l'utiliser. En fait, nous sommes encore à en instaurer l'utilisation. Elle a été conçue en fonction de circonstances qui prédominaient il y a deux ou trois ans. La situation a grandement changé depuis.

Par conséquent, j'ai remis une grosse somme d'argent à la Compagnie C, 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, pour lui permettre de faire l'essai de deux ou trois systèmes modulaires différents. Le meilleur exemple que nous avons sur la façon de faire les choses correctement viendra des jeunes hommes et femmes qui utilisent cet équipement dans des opérations de combat.

Toutefois, cela étant dit — et je ne veux pas passer pour un bureaucrate, parce que je n'en suis pas un — il faudra probablement compter un an ou deux encore pour arriver à fournir aux soldats une meilleure veste modulaire, en raison de l'ampleur du projet et des quantités requises. Cela étant dit, j'ai entendu l'opinion d'un grand nombre de soldats, chacun ayant sa propre idée sur la veste idéale. Par votre entremise, je voudrais rappeler à tous les membres de l'Armée de terre que nous sommes une armée, et qu'ils porteront l'équipement qui leur a été remis, sauf avis contraire.

**Le président:** C'est bien de savoir que vous êtes au courant des problèmes et que vous allez de l'avant à cet égard. Nous l'apprécions. Merci, monsieur.

**Lgén Andrew Leslie:** Merci de les avoir soulevés.

**Le président:** D'accord, commençons la première série.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Merci, général, d'être parmi nous.

J'ai deux questions. Je les poserai d'abord, puis vous pourrez y répondre.

La première question concerne les commentaires que vous avez formulés à propos du fait que les ressources de l'armée soient exploitées au maximum de leur capacité, et de votre intention de faire appel à davantage de réservistes si vous pouvez en obtenir. Ma question est très précise. Quand la prolongation de la mission a été présentée devant la Chambre, on ne nous a donné aucun avertissement préalable, autre qu'un avis de 48 heures ou de 96 heures, je crois. Et vous? Est-ce que vous ou votre prédécesseur au poste de chef d'état-major de l'Armée de terre avez été consulté avant de déterminer si vous seriez en mesure de répondre aux besoins changeants, particulièrement à ceux de l'armée — l'infanterie et les autres — si la mission était prolongée de deux ans, avec comme point central le combat? C'est la première question.

La deuxième question concerne le nombre réduit d'EEI et d'attaques, ce qui est une bonne chose. Voici ma question. Le général Howard a mentionné que plusieurs raisons pouvaient expliquer ce qui arrive. L'hiver pourrait être un facteur. Selon lui, il pourrait s'agir des récentes positions défensives des forces, dont il a parlé au début de sa présentation — j'aimerais d'ailleurs savoir ce que cela signifie, puisque je ne n'ai pas pu lui poser la question — et il pourrait s'agir peut-être de la réussite partielle à Panjwai.

Je me demande aussi si c'est lié ou non au changement apporté à l'objectif de la mission. Malgré ce que le général Howard a dit, je n'ai jamais entendu parler de ZDA, et je suis porte-parole de l'opposition officielle en matière de défense depuis plusieurs mois. Je lis tous les commentaires qui paraissent dans les médias et je me tiens informé. Y a-t-il un lien? Est-ce que la réduction du nombre d'attaques, réduction dont je me réjouis en fait, est liée à un changement apporté à l'objectif et à la pratique des opérations militaires sur le terrain? Y a-t-il moins de patrouilles? Y a-t-il moins de patrouilles dans divers secteurs où il y avait plus de patrouilles auparavant? Cherchons-nous ou chassons-nous les talibans moins qu'avant? Avons-nous apporté des changements à l'objectif de la mission? Si oui, qui les a ordonnés? Voilà la question. Si nous avons apporté des changements à l'objectif de la mission, ce serait excellent. J'en serais heureux, mais la question est très importante.

Merci.

• (1635)

**Lgén Andrew Leslie:** En tout premier lieu, je n'étais pas le commandant de l'Armée de terre à l'époque où la décision de prolonger la mission a été prise. Ma tâche est de recruter les soldats, par l'entremise du chef du personnel militaire; de leur inculquer la

culture de l'armée; de les entraîner; de les équiper avec l'aide d'un grand nombre de personnes partout au pays; de m'assurer qu'ils reflètent l'armée et l'éthos des Forces canadiennes; de superviser leurs activités de formation; puis, à certaines étapes de leur processus, de leur faire voir froidement et sans détour s'ils sont prêts ou non à servir leur pays et à faire ce que le gouvernement du Canada leur demande de faire. Pour y arriver, nous disposons d'un système sur l'état de préparation géré par l'armée qui est extrêmement complexe, comme vous pouvez vous y attendre ou l'imaginer, pour une organisation qui compte environ 45 000 membres répartis entre les réguliers, les réservistes et bientôt les Rangers canadiens.

L'engrenage qui nous pousse en fait à fournir des groupements tactiques, selon des cycles de déploiement de six mois, est entré en action il y a de nombreuses années et est appelé à se perpétuer dans l'avenir. La cause du stress que vit l'Armée de terre est la taille de l'engagement: le nombre réel de soldats qu'elle envoie outre-mer, et la mission qui leur est confiée.

Si je mets du temps à répondre à votre question, bien entendu, c'est parce qu'elle touche trois questions complexes qui s'entremêlent.

En ce qui concerne le nombre de soldats que nous envoyons outre-mer pour s'acquitter d'activités précises — et bien entendu le général Howard vous en a déjà parlé et vous en savez beaucoup plus que moi à ce sujet — comme la sécurité, le développement, et le renforcement des capacités, eh bien nous envoyons plus de troupes qui s'acquitteront de la sécurité, du développement et du renforcement des capacités que par le passé. En ce qui concerne les chiffres et la capacité de maintenir et de fournir ces forces, environ la moitié de l'effectif de l'armée est actuellement composé de réservistes. J'ai rendu visite à de nombreuses brigades de réserve, à de nombreuses unités de réserve. Ces jeunes réservistes font preuve d'un enthousiasme accru à l'idée de se joindre à nous dans l'excellent travail que nous accomplissons non seulement en Afghanistan mais aussi au pays.

En ce qui concerne le nombre réduit d'engins explosifs improvisés utilisés pendant les attaques, leur fabrication repose sur une technologie assez rudimentaire, et évidemment la campagne est ravagée par maintenant près de 30 années de guerre tragique. En effet, si vous vous penchez sur l'histoire de ce pays au cours des deux derniers millénaires, rares sont les périodes où cette partie du monde, à la croisée des chemins d'un empire, n'était pas victime de situations incroyablement tragiques. Il leur faut des jeunes hommes en colère pour opérer ces roquettes, ces obus, ces mines qui sont enfouis sous les routes, transportés dans des véhicules, ou placés dans des fortresses aux murs de boue situées en bordure des routes de transit.

L'opération Méduse a résulté en l'élimination d'un nombre important de personnes qui prenaient part à des activités à proximité de Kandahar. L'une des raisons pour lesquelles nous avons constaté un nombre moins élevé d'attaques à court terme est que les forces de l'opposition ont essentiellement reçu un dur coup. Cela ne veut pas dire, par contre, qu'elles ne sont plus aptes au combat. Je crois qu'au cours des prochaines semaines et des prochains mois, il est possible que le nombre d'attaques augmente.

En ce qui concerne la zone de développement afghane, il s'agit d'une idée, d'une intention qui s'est d'abord manifestée parmi les partenaires de l'OTAN. Je sais qu'en 2003, quand j'étais le commandant de la mission canadienne à Kaboul et que je parlais de ces questions avec M. Brahimi, le représentant spécial du secrétaire général à ce moment-là et sans doute l'un des grands hommes de ce monde... À cette époque, l'idée qui avait été formulée essentiellement était celle d'une bulle d'activités de développement en-dessous de celle de l'EPR. Par exemple, en Afghanistan, nous avons une EPR — équipe provinciale de reconstruction — et vous savez qu'elle se trouve à Kandahar. Dans la province même, il y aurait cinq ou six secteurs propices à des travaux de développement. Donc l'idée a toujours existé. Je ne l'avais pas vue exprimée clairement de manière cohérente jusqu'à ce qu'elle le soit il y a cinq ou six mois.

Une activité comme celle-là est déjà en cours dans les provinces de Gardez, de Badakhchan, de Mazar e Charif, de Hirat, de Helmand, de Khost, et maintenant de Kandahar. Je serais d'accord pour dire qu'il s'agit d'un signe positif. Cela offre un secteur précis où concentrer les travaux de reconstruction. Évidemment, gardez toutefois à l'esprit que les véritables reconstruteurs ne sont pas les soldats. Ce sont les personnes extraordinaires de l'ACDI et des différentes organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé et les Nations Unies.

Monsieur, ai-je répondu à vos trois questions?

• (1640)

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Pas complètement, mais...

**Le président:** Vous avez dépassé votre temps.

**Lgén Andrew Leslie:** Désolé.

**Le président:** Ça va. Je crois que vous avez répondu à tous les points.

Nous passons maintenant à M. Bachand, qui dispose de sept minutes.

[Français]

**M. Claude Bachand:** Merci, monsieur le président. Je souhaite la bienvenue au général Leslie. Cet homme a sauvé ma région au cours de la tempête de verglas de 1998. Chaque fois que j'en ai l'occasion, je le dis avec fierté et je l'en remercie.

Tout à l'heure, vous avez parlé de l'apport civil. De plus en plus de gens s'interrogent sur la privatisation de l'armée. Quand je dis « privatisation », je parle d'un certain nombre de fonctions qui seraient confiées à l'entreprise privée. Il n'y a pas très longtemps, nous avons eu un important débat sur la chaîne d'approvisionnement. Je ne pense pas que vous parliez de la chaîne d'approvisionnement. Je rencontre souvent des compagnies comme ATCO Frontec qui font énormément de travaux sur le théâtre d'opérations. Je ne sais pas jusqu'où vous voulez aller dans ce domaine. Certaines gens commencent à dire que même certaines patrouilles de sécurité seraient confiées à l'entreprise privée pour faire en sorte qu'on puisse dégager le plus grand nombre possible de soldats. Vous n'auriez pas la capacité humaine nécessaire pour livrer l'ensemble des services que vous dispensez là-bas. Pouvez-vous me donner un aperçu de ce qu'on entend par la privatisation? Voulez-vous aller plus loin qu'ATCO Frontec, qui fait de la construction, qui monte le camp, etc.? Cela peut-il aller jusqu'aux patrouilles de sécurité ou même à la chaîne d'approvisionnement?

**Lgén Andrew Leslie:** Merci, monsieur. Si vous me le permettez, je vais répondre en anglais parce que je suis un peu fatigué. J'étais à Wainwright et à Kandahar il y a quelques jours.

[Traduction]

Je suis absolument en faveur de la privatisation de certaines activités au sein de l'armée, lorsque les circonstances s'y prêtent et que ce n'est qu'une question d'argent. On peut alors libérer des soldats pour qu'ils fassent le travail pour lequel ils ont été formés.

Prenons l'exemple des mécaniciens qui travaillent actuellement à la BFC de Valcartier. Comme vous le savez, les soldats qui font un travail exceptionnel...

[Français]

22<sup>e</sup> Régiment sont maintenant en train de se préparer à se déployer en août prochain. Des mécaniciens de Valcartier s'en iront avec leurs camarades de troupe, leurs copains.

[Traduction]

Vaut-il la peine d'insister pour qu'ils continuent à réparer des véhicules qui n'ont rien à voir avec le fait de préparer les soldats à partir et à utiliser ces véhicules à l'étranger, plutôt que de confier ce contrat d'entretien à un spécialiste de la ville qui peut réparer des autobus scolaires, des camions non déployables, des véhicules de transport, etc.?

En ce qui concerne les patrouilles de sécurité affectées aux missions à l'étranger — autrement dit, en ce qui concerne la possibilité, voire la maigre possibilité que des civils effectuent des activités militaires à l'étranger — je vais vous donner mon opinion. Je suis tout à fait contre. Je soutiens, d'après mon propre travail d'universitaire, que la règle de droit pour les soldats est très claire. Nous travaillons pour vous. Nous respectons vos lois et nous respectons votre éthique. Lorsque des entrepreneurs militaires transportent des armes dans des régions ennemies, la possibilité de tragédie et le flou des distinctions posent un problème bien précis.

Si des pays décident de recourir à de tels entrepreneurs, c'est leur décision. Mais à ce que je sache, le gouvernement du Canada et, en fait, les Forces armées canadiennes, n'ont pas l'intention de recourir à des entrepreneurs militaires pour ce genre de travail.

Je sais que je n'ai pas répondu à votre question.

• (1645)

**M. Claude Bachand:** Oh, c'était ma question, et j'en ai une autre.

[Français]

Je comprends que pour des raisons de coûts, on s'en remette à l'entreprise privée. Par contre, j'ai une deuxième question un peu plus difficile à vous adresser. Elle concerne les coûts de la mission. De plus en plus de journaux rapportent que cela nous coûterait jusqu'à 4 milliards de dollars supplémentaires pour nous rendre à la fin de la mission, en 2009. Le coût total de la mission, de 2001 à 2009, serait de 10 milliards de dollars. Y a-t-il eu une erreur dans l'évaluation des coûts de l'opération en Afghanistan, ou est-ce le contexte actuel qui fait en sorte qu'on est obligé d'y envoyer des tanks et peut-être un jour des F-18? Tout cela fait en sorte que la facture grimpe énormément, et le public dira que cela coûte pas mal cher. Y a-t-il eu une erreur lorsqu'on a évalué le coût de la mission, ou si on est tout simplement obligé de s'adapter au contexte actuel?

**Lgén Andrew Leslie:** Monsieur, je ne crois pas qu'il y ait eu erreur lors de la planification des coûts de la mission. Pour ce qui est des détails exacts, j'essaierai d'obtenir une réponse factuelle. Il y a derrière moi des gens qui écrivent mes réponses et qui s'assureront que je vous donne les détails les plus récents.

[Traduction]

En ce qui concerne les coûts supplémentaires qu'il faut engager pour envoyer d'autres types de matériel à l'étranger, vous avez parlé des chars.

Lorsque je suis allé en Afghanistan en 2003, il fallait compter avec la menace des terroristes et des insurgés, mais la principale menace provenait des seigneurs de guerre. L'objectif premier était de faire en sorte que le gouvernement du président Karzai puisse gouverner. L'équipement lourd n'était pas déployé.

Nos soldats méritent toute la protection que l'on puisse leur donner. Quand l'ennemi change de tactiques et de procédures, nous réagissons, tout comme lui. Nous sommes face à un ennemi qui a une tactique. Certaines de ces personnes affichent un courage extraordinaire et sont prêtes à mourir pour leurs croyances. Nous aussi. Quand elles changent de tactiques, nous réagissons en envoyant de l'équipement additionnel ou des soldats ayant des compétences différentes.

Par exemple, oui, la décision d'envoyer des chars est coûteuse. Par contre, les soldats canadiens méritent ce niveau de protection. C'est le véhicule de protection le plus lourd et qui assure la meilleure protection qui soit. Il a plus de chances de résister au choc terrible des mines, des explosifs improvisés ou au lancement des roquettes.

**Le président:** Vous avez dépassé votre temps.

Monsieur Black.

**Mme Dawn Black:** Merci beaucoup de comparaître devant nous aujourd'hui, général Leslie.

Je sais que vous avez dit très clairement à quel point les ressources de l'armée sont utilisées au maximum pour respecter les engagements que le gouvernement canadien demande aux soldats.

J'ai posé une question aujourd'hui à la Chambre au sujet des Jeux Olympiques de Vancouver en 2010. Je voulais savoir comment l'armée serait en mesure d'assurer la sécurité aux Jeux Olympiques de Vancouver et de Whistler si nous sommes toujours présents en Afghanistan. Je crois qu'il y avait 10 000 soldats à Montréal en 1976 — ça c'était il y a 30 ans. À Turin, il y avait environ 15 000 employés affectés à la sécurité pour les toutes dernières olympiades. Nous sommes engagés en Afghanistan jusqu'en 2009. Comme vous le savez, plusieurs personnes, y compris le général Hillier, ont dit que ça irait peut-être jusqu'à 10 ans. D'autres ont dit que l'engagement du gouvernement canadien pourrait être même encore plus long. Je voudrais savoir si vous avez envisagé cette question. Est-ce que les Forces canadiennes prévoient déployer des soldats affectés à la sécurité des Jeux Olympiques en 2010?

Deuxièmement, à l'été 2005, vous avez été largement cité dans le *Toronto Star* et dans d'autres médias pour avoir dit: « Chaque fois que l'on tue un jeune homme en colère à l'étranger, on en crée 15 autres qui vont essayer de le venger », et « Vous devez être prêts à en assumer les conséquences ». C'est ce que vous avez dit. Je veux savoir si vous croyez toujours la même chose et si vous pensez que c'est en partie ce qui est en train de se produire à Kandahar. Nous savons qu'il y a un problème avec la frontière avec le Pakistan et que les talibans vont se faire former dans ce pays et en reviennent. Donc, je me demandais ce que vous pensez de cette déclaration.

Ma troisième question concerne les chars Leopard dont vous venez tout juste de parler. Je comprends cette question du déploiement. Je me demande dans quelle mesure ils étaient prêts à être utilisés, comment les a-t-on réaménagés pour qu'ils soient utilisables en Afghanistan, s'il en est, et si on prévoit en envoyer

davantage. Quel genre de travaux ont dû être effectués pour s'assurer que ces chars sont fonctionnels?

• (1650)

**Lgén Andrew Leslie:** En ce qui concerne votre première question sur l'utilisation des ressources au maximum, il ne fait aucun doute que l'armée subit des pressions énormes. Si je ne croyais pas que nous pouvons y arriver, je vous le dirais. Je pense que nous pouvons y parvenir, mais la tâche sera difficile, et l'explication est purement mathématique. Si le gouvernement canadien ne finançait pas l'entraînement de milliers de soldats additionnels, nous ne serions pas capables d'atteindre l'objectif. La bonne nouvelle, c'est que nous recevons des milliers de soldats supplémentaires, tant des forces régulières que de la Réserve. Et je vais revenir à la Réserve.

**Mme Dawn Black:** Qui feront quoi, cependant? De quoi parlez-vous?

**Lgén Andrew Leslie:** Des choses qu'on nous a demandé de faire, que ce soit en Afghanistan... Et bien sûr, l'Afghanistan n'est pas la seule mission. Il y a aussi nos opérations de première ligne. La chose la plus importante que nous faisons — et je pense qu'on peut concevoir que les forces armées présentent trois volets — est que nous nous occupons d'abord des Canadiens. Dans l'ensemble des Forces canadiennes, nous avons probablement 10 000 membres extraordinaires en uniforme qui servent les intérêts du Canada, qui défendent le Canada et les Canadiens au pays — que ce soit les opérations de recherche et sauvetage, les Rangers, les unités d'intervention immédiate, les navires d'intervention immédiate, les navires prêts à entrer en fonction, et ainsi de suite.

**Mme Dawn Black:** C'est pourquoi je pose la question au sujet des Jeux Olympiques.

**Lgén Andrew Leslie:** Vous avez tout à fait raison, et je vais y revenir à la fin. Je dois répondre aux questions dans l'ordre dans lequel elles sont posées, je pense. Et si je ne le fais pas, je suis sûr que vous allez me rappeler à l'ordre.

Donc, utilisons-nous nos ressources au maximum? Oui, nous le faisons. Pouvons-nous atteindre l'objectif? Je crois que oui. Si j'ai tort, je vais vous le dire dans quelques mois. Je crois fermement que les forces de Réserve vont répondre à l'appel et vont nous permettre de passer cette période de transition parce qu'au même moment où nous menons toutes ces opérations au Canada et à l'étranger, nous voulons accroître nos effectifs.

Auparavant, lorsque mon père était soldat, il fallait probablement compter de 30 à 90 jours pour donner aux soldats les compétences nécessaires pour partir à la guerre. Aujourd'hui, en raison de la complexité des activités que nous menons, ça prend beaucoup plus de temps. Donc, au même moment où nous essayons d'accroître nos effectifs, nous devons envoyer des sous-officiers et des officiers à l'étranger pour diriger les jeunes hommes et les jeunes femmes dont ils ont la responsabilité. Et, soit dit en passant, nous avons besoin de ces sous-officiers et de ces officiers pour former les recrues. Voilà pourquoi nous devons faire preuve d'un peu de créativité pour confier aux industries civiles certaines des activités plus courantes que les soldats n'ont pas à faire.

En ce qui concerne les Jeux Olympiques, le gouvernement a annoncé — ou est sur le point d'annoncer ou a déjà fait part de ses intentions — le concept de bataillon territorial que nous allons utiliser pour la première fois dans l'Ouest. Il s'agit de grouper les unités de Réserve dans ce qu'un officier de la force régulière appellerait des équivalents de groupes de bataillon, et la croissance de la Réserve sera axée sur l'Ouest. L'objectif que je viens tout juste de donner à tous mes subordonnés de l'armée — les commandants de secteur et de brigade — est que les forces de Réserve seront concentrées sur les opérations nationales, en appui aux forces régulières qui servent à l'étranger; les membres de la force régulière seront affectés principalement aux opérations internationales, permettant aux forces de Réserve de servir ici. Bien sûr, il va y avoir beaucoup de chevauchements, comme il y en a toujours eu dans le passé.

En ce qui concerne l'aspect sécurité des Jeux Olympiques, c'est la GRC qui a la responsabilité d'en faire la planification détaillée — et nous y participons à titre d'auxiliaire, si vous voulez. Le commandement canadien a toujours été disponible; on a affecté certaines personnes à cette activité à plein temps. Les chiffres indicatifs — et pardonnez-moi si je ne vous les donne pas tout de suite — sont importants, mais si vous regardez les fonctions que ces soldats seront appelés à exécuter, ce ne sont certainement pas des batailles ou des escarmouches sur le front pour protéger les Jeux Olympiques, veuillez me croire! Donc, la formation que nous devons donner à ces soldats est beaucoup moins intensive que pour les soldats que nous envoyons dans les opérations de combat à l'étranger. Pour chaque soldat que nous formons ici, il y en a habituellement deux autres qui aident à cette formation ou qui préparent l'équipement. Ça en prend beaucoup moins pour assurer la sécurité des Jeux Olympiques.

Donc est-ce que je pense que nous pouvons y arriver? Oui, je le pense.

Pour ce qui est la troisième partie, dans laquelle vous avez cité mon commentaire d'il y a quelques années, lorsque je disais que chaque fois que l'on tue un jeune homme en colère, d'autres surgissent pour le venger, c'est une vérité historique. En tant que soldat professionnel qui a participé à des opérations de combat, la dernière chose qu'on veut faire, c'est de tuer quelqu'un. Cela étant dit, nous sommes formés, durant toute notre vie professionnelle, à appliquer une force mortelle, s'il le faut. Et quand ces jeunes hommes en colère se vengent, par exemple, sur deux fillettes qui vont à l'école, dont j'ai vu le corps décapité le long de la route, parce qu'elles avaient eu la témérité de vouloir s'instruire, si vous pouvez intercepter ces jeunes hommes en colère avant qu'ils ne tuent ces jeunes femmes, et que vous leur offrez le choix de se rendre et qu'ils refusent, vos choix à vous sont alors limités. Parfois, malheureusement, il n'y a pas de choix. Nous sommes là pour protéger les faibles et les innocents, et nous sommes disposés à ce que nos soldats fassent cela. Ils sont prêts à s'interposer entre l'ennemi et ceux que nous sommes chargés de protéger, et oui, parfois, cela veut dire qu'il faut tuer quelqu'un. C'est une mesure de dernier recours, mais nous sommes des soldats.

• (1655)

Nous comptons actuellement environ 65 chars Leopard en état de marche. Il y a environ 20 châssis de char actuellement déployés outre-mer. Ils sont en bon état. J'aurai un problème de durabilité au cours des deux ou trois prochaines années. Il ne fait aucun doute que l'armée a besoin d'un système d'armes à feu directes bien protégées. Nous avons envoyé un blindé additionnel et apporté d'autres améliorations à ces chars, certaines sont en train de se faire au

moment où on se parle. Dès que ces améliorations seront terminées et que les blindés seront ajoutés, les chars participeront à l'opération.

**Lgén Andrew Leslie:** Votre temps est écoulé, il faut donc continuer.

Monsieur Hawn, allez-y, s'il vous plaît, pour finir le premier tour de table.

**M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC):** Merci, monsieur le président, et bienvenue à vous, général Leslie.

Je veux vous poser trois questions différentes, je vais donc vous les poser une à la fois. La dernière est une question-canon qui va accélérer vos réponses aux deux premières.

Vous avez parlé de la difficulté de recruter et de garder des réservistes, et ainsi de suite. Souhaiteriez-vous, comme c'est le cas aux États-Unis, qu'on adopte une loi pour garantir l'emploi des réservistes lorsqu'ils quittent la Réserve?

**Lgén Andrew Leslie:** Monsieur, toute mesure que le gouvernement canadien pour s'assurer que ces jeunes ou moins jeunes hommes et femmes extraordinaires qui se joignent à la Réserve puissent avoir une meilleure chance de servir leur pays aurait mon appui entier et enthousiaste.

Les deuxième et troisième répercussions dont vous parlez doivent être soigneusement examinées et bien sûr, cela dépasse tout à fait mes compétences. Ce qu'il faut retenir, c'est que tout ce que quiconque puisse faire pour s'assurer que tous ces formidables candidats de la Réserve aient toutes les possibilités de mieux servir leur pays, ça, je suis tout à fait d'accord.

**M. Laurie Hawn:** Au fil des ans, est-ce que vous avez discuté de cette question avec votre homologue des États-Unis?

**Lgén Andrew Leslie:** Oui, monsieur, j'en ai discuté. J'ai rencontré le général Schoemaker il y a quelques jours, à Heidelberg, à la Conférence des armées américaines. C'était l'une des questions à l'ordre du jour. Les États-Unis ont d'énormes effectifs, et c'est leur force. C'est typiquement américain, comme vous pouvez vous y attendre. Cela comporte certains désavantages qui devraient être examinés en regard du contexte canadien.

**M. Laurie Hawn:** C'était un peu implicite que l'armée se soit trouvée surprise par la prolongation de la mission. Pouvez-vous faire des commentaires sur la préparation de la mission et si l'armée, la marine et l'aviation ont des unités prêtes à être déployées à l'OTAN ou n'importe où, de sorte que si on est obligé de répondre à une demande dans un délai relativement court, l'armée, la marine et l'aviation sont disposées à réagir? Vous auriez alors le temps de renforcer le moral des troupes, ou des troupes de soutien, et de les expédier en Afghanistan. Corrigez-moi si j'ai tort, mais l'armée est en état de se déployer dès le moment où on lui en fait la demande.

**Lgén Andrew Leslie:** Oui, monsieur, je m'excuse, je ne voulais pas dire — pour corriger l'impression que je peux avoir donnée — que l'armée a été surprise par la prolongation de la mission.

• (1700)

**M. Laurie Hawn:** Ce n'est pas ce que vous avez dit, mais quelqu'un d'autre.

**Lgén Andrew Leslie:** Très bien, oui. Nous n'avons pas été surpris par la prolongation, en ce sens que les divers groupes de bataillon étaient déjà en formation. Tous les six mois, nous entreprenons la formation d'un nouveau groupe qui suit toutes les étapes du cycle de formation. Environ 90 p. 100 des soldats déployés actuellement en Afghanistan proviennent de l'armée, donc peu importe que ce soit 90 p. 100, 2 300, 2 000 ou 1 800, c'est une question d'échelle.

En ce qui concerne les organisations prêtes à intervenir, la force aérienne, avec ses avions de transport et ses bombardiers, dispose de mécanismes très sophistiqués pour garder ses avions en état d'alerte constant en réponse au NORAD. Je ne vais pas vous en dire davantage, parce que vous avez un véritable expert qui viendra témoigner dans deux jours, le commandant de la force aérienne. Il en va de même de la marine, et de l'armée. Cela étant dit, nos unités prêtes à intervenir immédiatement sont réservées aux opérations nationales. Il y a un très petit cadre de planification des opérations internationales, mais compte tenu des soldats que nous avons à l'étranger, de ceux qui sont à l'entraînement, etc., nous n'avons pas beaucoup d'effectifs à offrir à moins de réduire un grand nombre d'activités.

**M. Laurie Hawn:** Dans l'état normal des choses — oublions l'Afghanistan — il y aurait une unité de combat prête à répondre à une demande?

**Lgén Andrew Leslie:** Oui, monsieur. Il y aurait une organisation de 1 500 personnes prêtes à servir quelque part.

**M. Laurie Hawn:** Maintenant j'aimerais vous poser une question percutante. En ce qui concerne le XM777 et le projectile Excalibur, certains ont parlé, notamment, du prix exorbitant que coûtent ces choses. Nous sommes en train de les essayer. Pourriez-vous faire des commentaires sur la rentabilité d'une frappe de précision comme celle-là en ce qui concerne les cibles visées et, plus important, sur le facteur sécurité pour nos propres soldats sur place, ou les civils à proximité, lorsque nous voulons limiter les dommages collatéraux?

**Lgén Andrew Leslie:** Monsieur, vous avez frappé en plein dans le mille. L'Excalibur est un projectile conçu pour le 777. Le 777 est remarquablement précis. Lorsque l'on tire des obus à 20 ou 30 kilomètres, et que l'objectif est de détruire une cible au lieu de saturer la campagne d'explosifs dangereux, je crois que la question à poser est ce qu'il en coûterait de ne pas avoir cet instrument de précision. L'objectif est d'acheter un nombre modeste de ces obus — entre 30 et 35. Ils sont coûteux, cela ne fait aucun doute, mais il est de beaucoup préférable de dépenser une certaine somme pour éviter des tragédies lorsque des dommages collatéraux peuvent être par inadvertance causés à ceux que nous voulons épargner.

**M. Laurie Hawn:** J'ai un commentaire à formuler. Le jour du Souvenir vient bien entendu de passer, et j'ai assisté à un certain nombre d'événements à Edmonton comme nous l'avons tous fait dans nos circonscriptions. L'une des choses qui m'ont frappé — et vous et moi en avons discuté et l'avons encouragée et je veux simplement dire bravo — c'est que nous avons des soldats et des caporaux qui viennent aux cérémonies du jour du Souvenir pour parler et faire des présentations. Plutôt que des officiers, nous envoyons les jeunes militaires. L'événement auquel j'ai assisté avait lieu dans une école secondaire. Le pauvre soldat croyait qu'il aurait à parler à une classe alors qu'il a dû parler à 1 000 personnes dans un gymnase. Il a fait un excellent travail qui a été extrêmement apprécié.

Alors, transmettez mon commentaire aux commandants et aux commandants subordonnés pour qu'ils nous envoient ces types-là. À mon avis, c'est exactement ce qu'il faut faire. Ils ne jugent pas; ils ne font que parler de leurs expériences, et les gens peuvent faire leur propre évaluation. Ce sont de merveilleuses personnes et d'excellents porte-parole. Continuons donc sur cette voie.

**Le président:** Bien, voilà qui met fin à la première série de questions. Nous commençons la seconde; celle de cinq minutes.

Nous donnons la parole à M. McGuire puis à Mme Gallant.

**L'hon. Joe McGuire (Egmont, Lib.):** Merci, monsieur le président.

J'ai un certain nombre de questions, général. Depuis les élections américaines et peut-être même avant que les résultats de ces élections américaines ne soient connus, l'administration évaluait ses options pour l'avenir en Irak. Je crois que nous attendons encore le rapport de l'ex-secrétaire Baker. Est-ce que l'OTAN a effectué le même genre d'évaluation en ce qui concerne l'Afghanistan, et si c'est le cas, quand un tel rapport sera-t-il publié?

Ma seconde question est la suivante: est-ce que les voisins de l'Afghanistan (par exemple, la Chine ou l'Iran) prévoient jouer un quelconque rôle dans l'avenir de l'Afghanistan au chapitre du développement économique ou de la sécurité? Ils sont les voisins de ce pays. Ont-ils indiqué qu'ils prévoyaient participer à la reconstruction de l'Afghanistan et relever les forces de l'OTAN ou de l'Occident dans cette région?

• (1705)

**Lgén Andrew Leslie:** L'architecture de commandement et contrôle actuelle de nos soldats, de vos soldats, en Afghanistan, comme je le sais et comme les généraux Howard et Gauthier y ont fait allusion, est la suivante: le brigadier-général Tim Grant est le commandant national canadien, et son quartier général travaille pour le quartier général d'un général néerlandais à deux étoiles, qui à son tour travaille pour un quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) qui est dirigée maintenant par un général britannique à quatre étoiles, qui est responsable devant un général allemand à quatre étoiles à Brunssum, qui lui-même est responsable devant le Commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR). Vous pourriez dire que ça fait beaucoup de quartiers généraux, et vous auriez absolument raison.

À chaque échelon de ces quartiers généraux, il y a une série d'équipes de révision de la stratégie, qui examinent constamment ce qui est fait à tous les échelons et essaient de voir comment on pourrait le faire mieux, plus vite et plus intelligemment. C'est quand les choses quittent le domaine militaire de l'OTAN pour entrer dans le domaine politique qu'elles deviennent extraordinairement compliquées. Bien sûr, tous les soldats, marins et aviateurs de l'OTAN travaillent pour leur leadership politique de leur pays.

Monsieur, je n'ai pas la prétention de pouvoir deviner quand on pourrait s'attendre à voir une telle revue acceptée ou approuvée par tous les membres de l'OTAN sur l'avenir de l'Afghanistan. Essayer de réaliser un consensus sur cette tâche délicate et complexe va être extraordinairement intéressant. Cela se passe à des échelons au-dessus de moi. Parfois, je dirais même souvent, non, toujours, je suis très heureux d'être soldat, car ce problème-là sera réellement difficile à résoudre.

Je n'ai pas répondu à votre question.

**L'hon. Joe McGuire:** Eh bien, je suppose que vous y avez répondu dans la mesure du possible. Les Américains ne font pas mystère de leur réévaluation, et le monde entier pense maintenant que ça ne va pas très bien là-bas et qu'ils ont besoin d'une stratégie de retrait et de la coopération des voisins de l'Irak pour résoudre le problème. Je me demandais simplement s'il s'agissait du même type de scénario dans le cas de l'Afghanistan ou si l'OTAN envisageait, au sujet des voisins de l'Afghanistan le même genre de scénario dans lequel ils joueraient un rôle plus important dans ce pays tandis que nous jouerions un rôle moins important.



**Lgén Andrew Leslie:** Monsieur, les six voisins de l'Afghanistan — vous en avez mentionné trois, la Chine, le Pakistan et l'Iran, qui sont assurément les plus influents — jouent un rôle. Dans bien des cas, suite à certaines des discussions de Rome et surtout aux accords de Saint-Pétersbourg, ils se sont délibérément exclus eux-mêmes des discussions sur les questions de sécurité interne du peuple afghan. Le président Karzai, avec qui j'ai discuté de ces questions il y a plusieurs années, est tout à fait en mesure d'apporter des précisions dans diverses discussions et des nuances nécessaires dans certains débats.

Vous avez posé une question au sujet de ces trois voisins et avez demandé s'ils participaient à la reconstruction de l'Afghanistan. La réponse est oui. La Chine s'est en fait montrée très généreuse en offrant des fonds, des ingénieurs et des compétences pour une partie de la route de ceinture qui relie Herat et Kandahar et va jusqu'à Kaboul et Jalalabad. Elle a aussi participé intimement à certains des grands projets d'irrigation et de barrage hydroélectrique.

Bien que les ingénieurs pakistanais se rendent rarement eux-mêmes en Afghanistan, le Pakistan a financé bon nombre de projets de reconstruction.

L'Iran a en fait été très généreux dans son soutien à la communauté Hazara, située dans le massif central de l'Hindu Kush. Les voisins du Nord, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, ont été moins généreux, tout au moins à ma connaissance.

**Le président:** Bien, merci beaucoup.

Mme Gallant, puis M. Bouchard.

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Merci, monsieur le président.

Félicitations, général, pour le rôle que vous avez joué dans la planification et dans l'entraînement des meilleurs soldats du monde, un exploit qui n'en est que plus remarquable quand on sait à quel point les Forces canadiennes étaient rouillées après une décennie de négligence par le gouvernement antérieur.

La fourniture à nos troupes de l'équipement dont elles ont besoin est bien engagée; mes questions se rapportent donc plutôt à la façon dont nous prenons soin de nos troupes. Comme vous le savez, le tempo a été rapide, en particulier pour la deuxième brigade. Cette base connaît aussi une croissance spectaculaire avec la mise sur pieds du Régiment d'opérations spéciales du Canada, la reconstitution des régiments dégaris et, nous l'espérons, le déplacement de la Deuxième Force opérationnelle interarmées (FOI 2).

L'infrastructure et les services médicaux devraient donc être soumis à une demande encore plus intense. Compte tenu que la BFC de Petawawa risquait d'être abandonnée progressivement au milieu des années 1990, il ne nous reste qu'un certain nombre de bâtiments de la Seconde Guerre mondiale. Quand le comité s'est rendu à la base le mois dernier, nous avons vu que l'éclatement d'une conduite avait causé un important effondrement non loin d'une ligne de chemin de fer. Quelques mètres plus loin et cela aurait coûté aux forces un million de dollars par jour. Trop attendre pour améliorer l'infrastructure peut coûter vraiment très cher. Cela peut représenter une jolie somme.

La clinique de la base, où les soldats sont traités perd sa fonctionnalité sans compter la rareté des praticiens en santé mentale. Ils disposent maintenant d'une clinique médicale dans une région et d'une clinique de santé mentale dans une autre.

Tout au long de la semaine dans notre circonscription, comme Laurie, j'ai eu l'occasion de parler avec des soldats, en particulier avec un soldat qui a reçu une balle dans la tête alors qu'il se trouvait

en Afghanistan. Nos soldats ont entendu des histoires de ce genre le jour du Souvenir. Ce brave jeune homme a raconté comment il n'a jamais perdu conscience et que dès qu'il a été touché, il savait qu'il avait perdu la vue d'un œil, mais la seule chose à laquelle il pouvait penser, c'était s'il allait pouvoir demeurer dans les forces armées ou s'il allait être renvoyé. Ce soldat a découvert que grâce à un traitement, il pourra demeurer dans les forces. Il a dit que son traitement était parmi les meilleurs et n'a pas de mots assez forts pour louer les médecins qui ont travaillé sur son cas.

À Edmonton, quand j'ai rencontré des soldats blessés en Afghanistan, leur principale préoccupation était d'avoir assez de temps pour guérir afin de pouvoir retourner au service actif complet.

Le facteur limitant, en particulier à la base de Petawawa, semble être le manque d'officiers de sélection du personnel. Comme vous le savez, les officiers de sélection du personnel de la base (OSPB) s'occupent non seulement des évaluations postdéploiement pour s'occuper d'avance de problèmes comme le syndrome de stress post-traumatique, mais ils administrent aussi des tests d'aptitude pour les forces spéciales par exemple, une composante fondamentale de la mise sur pied d'une force. La mise sur pied d'une force est l'un des deux objectifs des Forces canadiennes à l'heure actuelle. Compte tenu des rotations consécutives, le seul OSPB qui travaille à l'heure actuelle à Petawawa n'arrive réellement pas à s'acquitter de la charge de travail accumulée en temps opportun.

Général, je sollicite votre engagement. Maintenant que vous avez une idée de ce que sont ces problèmes sur le terrain, dont vous n'aviez peut-être pas entendu parler, je vous demande de voir à ce que les personnes dont vous avez le commandement et qui sont chargées de mettre le personnel approprié en place pour les soins de nos soldats, et aussi celles qui sont responsables de l'entretien de l'infrastructure de la base, n'accumulent pas plus de retard pour prévenir une crise future. Nous avons besoin d'un financement adéquat réservé à cette fin.

•(1710)

**Lgén Andrew Leslie:** Madame, comme d'habitude, vous êtes plus qu'adéquatement renseignée sur les besoins de la base de votre circonscription. Je suis d'accord avec tous vos commentaires.

Nous allons nous pencher attentivement sur le nombre d'OSPB.

Le problème du personnel médical est cependant généralisé. Malheureusement, je ne peux vous regarder vous ou regarder d'autres membres de la communauté dans les yeux et vous dire que nous avons une solution à court terme au manque de personnel médical qui sert dans les forces armées. Le personnel que nous avons fait un travail extraordinaire et sauve des vies tous les jours, outremer et même au pays, mais cela demeure insuffisant.

Nous aimerions vraiment avoir davantage de médecins. Je sais que plusieurs médecins sont membres de ce comité. Nous serions très heureux que plus de médecins se joignent aux forces.

Pour ce qui est de l'âge de notre infrastructure, comme vous le savez, une bonne partie a été construite il y a 50 ou 60 ans. La plupart des bâtiments de cet âge ont besoin de beaucoup de réparations et d'attention.

Madame, je vous promets que je vais me pencher sur ces questions.

•(1715)

**Le président:** M. Bouchard, puis M. Blaney.

[Français]

**M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ):** Merci, monsieur le président.

Bienvenue, lieutenant général Leslie.

On sait que le Parlement a autorisé le prolongement de la mission des Forces canadiennes en Afghanistan jusqu'en 2009. Vous avez dit que c'était une priorité pour les Forces canadiennes.

La direction des Forces canadiennes travaille-t-elle à des plans pour au-delà de 2009?

**Lgén Andrew Leslie:** Ma responsabilité est de fournir les forces nécessaires pour les opérations, tant en Afghanistan qu'ici, au Canada. Nous avons des plans qui s'échelonnent sur une vingtaine d'années. Tous les six mois, nous entraînons un groupe de bataille qui compte de 1 500 à 2 500 soldats. Avons-nous des plans qui sont

[Traduction]

prolongation au-delà de 2009

[Français]

pour l'Afghanistan? Non, pas encore. Nous suivons les directives du gouvernement du Canada.

[Traduction]

À l'heure actuelle, on ne nous a rien dit sur ce qui se passera après 2009, pas un mot.

[Français]

**M. Robert Bouchard:** Merci.

Vous avez également parlé d'une pénurie de personnel et de la nécessité d'augmenter le nombre de militaires dans les Forces canadiennes. J'ai cru même entendre qu'on était en situation d'urgence, à l'heure actuelle, sur le plan du recrutement.

Toutes vos unités sont-elles complètes en termes d'effectif à l'heure actuelle? Dans la négative, est-ce que tous les moyens sont mis en oeuvre pour atteindre vos objectifs de recrutement?

**Lgén Andrew Leslie:** Le système de recrutement permet, à un niveau acceptable, de combler les rangs des unités qui ne sont pas tout à fait complètes. Nous devons recruter de 3 000 à 5 000 soldats au cours des deux à quatre prochaines années.

La bonne nouvelle, c'est qu'on m'a dit qu'en termes de ressources financières, il était possible de recruter 3 000, 4 000 ou peut-être même 5 000 soldats, mais nous devons établir des systèmes pour entraîner ces gens et nous assurer qu'ils seront bien équipés et bien formés pour aller dans des régions dangereuses, pour assurer la sécurité aux Jeux olympiques, etc.

[Traduction]

Je suis sûr que tout ce qui peut être fait est actuellement fait, mais cela ne change rien à la situation actuelle, à savoir que l'armée peut faire ce qu'on lui dit de faire, mais cela est difficile. Nous avons beaucoup de gens qui se présentent devant nous dans les comités et qui disent que leur travail est difficile. J'aime mon travail, mais il est difficile parce qu'avec les responsabilités du pays, les responsabilités et incidences en matière de croissance et notre engagement dans des opérations internationales d'envergure, avec intensité, il est très complexe.

Est-ce que je pense que nous pouvons le faire? Oui. Mais il faut que la croissance se produise comme prévu, et il faut une certaine stabilité dans les Forces canadiennes et l'armée.

[Français]

**M. Robert Bouchard:** Vous dites que certaines unités ne sont pas tout à fait complètes. Sont-elles, par exemple, à 75 p.100 de leur effectif?

**Lgén Andrew Leslie:** Maintenant, monsieur, nous avons environ 13 000 soldats sur le terrain. Je parle des soldats qui vont au combat, sur le théâtre d'opérations. Nous avons 7 000 autres soldats qui font partie de l'institution de l'armée, qui sont sur nos bases et dans notre système d'entraînement. Nous avons suffisamment de soldats pour les fonctions auxiliaires, mais nous devons augmenter le nombre de soldats qui vont sur les théâtres d'opérations intérieurs ou internationaux. Il ne s'agit pas d'un pourcentage, parce que les membres d'un groupe de combattants viennent d'une douzaine d'unités. Si vous voulez un chiffre simple, je vous parlerai d'environ 75 p. 100, mais il s'agit d'un chiffre bien simple, et

• (1720)

[Traduction]

ce n'est pas une description exacte de la véritable complexité de certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

**Le président:** Très bien, merci.

Monsieur Blaney.

[Français]

**M. Steven Blaney (Lévis—Bellechasse, PCC):** Merci, monsieur le président.

Il s'agit de ma première participation au Comité permanent de la Défense nationale, et c'est aussi la première fois que j'ai la chance de participer à une réunion avec un général. J'en profite pour le remercier d'assurer notre sécurité. J'ai aussi remercié, le 10 novembre, un citoyen de Saint-Michel-de-Bellechasse qui s'était mérité la Médaille canadienne du maintien de la paix pour ses deux présences à Chypre, dans le cadre de la mission qui a duré 29 ans. C'était une belle cérémonie.

J'étais avec vous quand 71 soldats du Québec sont partis pour l'Afghanistan, mais un grand déploiement de 2 500 soldats de la base militaire de Valcartier aura bientôt lieu. J'aimerais que vous me parliez des prochaines étapes du déploiement. Sur le plan de l'évolution de la mission, y a-t-il des choses qui ont changé et avez-vous appris des leçons des soldats qui sont là présentement?

Dans la présentation que vous nous avez faite sur les relations avec le peuple afghan, vous avez mentionné que des interventions étaient faites dans les villages et les communautés. J'aimerais que vous nous parliez du climat dans lequel se déroulent les relations avec les Afghans dans la région où vous êtes présents. C'est peut-être difficile à quantifier, mais il est sûrement possible de le qualifier.

**Lgén Andrew Leslie:** Merci, monsieur.

Dès la fin de novembre, environ 300 membres du secteur du Québec seront envoyés en Afghanistan avec le 1<sup>er</sup> Bataillon du Royal Canadian Regiment. En août de l'année prochaine, environ 2 300 personnes, en vaste majorité francophones, seront déployées en Afghanistan pour assurer le succès de ce pays.

[Traduction]

C'est moi qui ai décidé d'envoyer les soldats du SQFT. Ils sont excellents. Ils seront basés dans un groupe-bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment. Ils sont parmi les meilleurs soldats que j'ai vus dans ma carrière. Ce sont les prochains à partir.

À l'heure actuelle, on assemble le groupe-bataillon. Ils iront aux États-Unis pour s'entraîner un peu dans des conditions désertiques, ce que nous ne pouvons pas faire au Canada au cours de l'hiver. Puis ils se rendront à Wainwright, où ils se concentreront sur le développement, la sécurité, les opérations de combat et l'entraînement des forces indigènes. Ils partiront en congé et seront ensuite déployés dans la région de la mission où ils s'acquitteront brillamment de leur tâche.

En ce qui concerne les leçons,

[Français]

nous avons une équipe qui est maintenant en Afghanistan afin de comprendre toutes les leçons apprises sur le terrain. Cette équipe

[Traduction]

est avec les compagnies avancées du groupement tactique.

[Français]

Chaque jour, les membres de cette équipe discutent avec les adjudants, les adjudants-chefs et les officiers pour déterminer quelles sont les leçons du jour.

[Traduction]

Quand ils en auront fini avec ces leçons, ils seront ramenés à notre centre des leçons retenues à Kingston.

[Français]

Au bout d'environ deux semaines, ils envoient la réponse à Wainwright ou à Gagetown, qui sont respectivement nos centres d'entraînement collectif et individuel. Il y a environ 10 jours, j'étais en Afghanistan. De là, je suis allé directement à Wainwright.

[Traduction]

Quand je suis arrivé à Wainwright, les leçons de diverses attaques faisaient déjà l'objet de discussions par le personnel de la formation concernant l'impact qu'elles allaient avoir sur la façon dont ils allaient préparer le prochain groupe de soldats.

● (1725)

[Français]

Vous avez parlé des interventions dirigées par le général Howard. Je ne suis pas tout à fait un expert, puisque je n'ai pas fait ce genre de choses depuis des années. Comme je le disais, je ne suis revenu qu'il y a une semaine.

[Traduction]

À l'échelle locale, les enfants saluent et sourient aux soldats canadiens qui passent. Les regarder distribuer des paquets d'aliments est remarquable. Les Afghans sont un peuple très fier, et ils sont reconnaissants vis-à-vis de ceux qui les aident. Les commandants afghans ne tarissent pas d'éloges et de manifestations de soutien pour les Canadiens aux côtés desquels ils combattent. Il y a des liens qui sont littéralement forgés dans le sang.

En parlant à certains civils afghans, j'ai appris qu'ils s'inquiétaient parce qu'ils voulaient voir des signes manifestes de progrès. L'Afghanistan comporte 34 provinces et 30 millions d'habitants et (c'est là mon jugement) je dirais que dans la grande majorité des provinces, dans 20 à 25 d'entre elles peut-être, les conditions sont bien meilleures que lorsque j'étais à Kaboul en 2003. Les conditions

sont beaucoup plus problématiques dans cinq ou six autres provinces, et l'une d'elles est manifestement Kandahar. Alors, quand le général Richards et le président Karzai disent que l'année prochaine sera décisive pour l'Afghanistan, je suis enclin à les écouter très attentivement.

La bonne nouvelle, c'est que des quatre ou six millions — et je pense que le chiffre est de six millions — de jeunes enfants qui vont maintenant à l'école, 40 p. 100 sont des jeunes filles, et cela est tout à fait remarquable. Il est vraisemblable que l'avenir de ce pays dépendra de ces jeunes filles instruites, qui sauront imposer un certain ordre dans ce qui a été une société guerrière très tribale. Toutefois, c'est là un problème de générations.

**Le président:** Merci, monsieur.

Madame Bennett, vous avez cinq minutes.

**L'hon. Carolyn Bennett (St. Paul's, Lib.):** Je vais donner mon temps à Ujjal Dosanjh, mais je voulais simplement vous féliciter pour l'équipe de recrutement que vous avez envoyée à la Fédération des femmes médecins à Moncton cet été. J'ai été désolée d'apprendre que, comme mon anniversaire était en décembre, j'étais trop vieille pour m'enrôler, mais je crois qu'un excellent travail a été fait. C'était merveilleux.

Comme vous le savez, je me préoccupe encore du dépistage du stress post-traumatique chez les gens qui reviennent. Je me demandais si vous pourriez vous assurer que, lorsque la médecin-chef des Services de santé viendra, elle pourra nous expliquer le processus réel et l'outil de dépistage utilisé.

**Lgén Andrew Leslie:** Oui, madame.

**Le président:** Allez-y.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Général, j'ai écouté votre présentation. Vous dites que vous pourrez vous arranger pour la durée de la mission ou aussi longtemps que nous serons là-bas, mais que ce sera difficile. En termes simples, voulez-vous dire que vous êtes débordés, mais que vous trouverez le moyen de compléter toute mission qu'on vous donnera?

**Lgén Andrew Leslie:** Monsieur, nous sommes débordés. Tout soldat ou officier vous le dira. Par contre, si nous ne pensions pas pouvoir faire le travail, compte tenu de diverses variables que nous espérons contrôler dans une certaine mesure, si je ne pensais pas que nous pouvions le faire, je vous le dirais.

Voici quelques-unes des variables.

La croissance doit se poursuivre pour l'armée. Je ne voudrais pas donner l'impression de ne penser qu'au service parce que je suis un officier des Forces canadiennes, mais en tant que commandant, je suis particulièrement préoccupé par le surmenage potentiel des officiers et des sous-officiers supérieurs, que nous pouvons atténuer. Toutefois, la croissance doit continuer. C'est notre principale tâche, celle des membres des forces régulières et de réserve. Nous avons besoin de plus de soldats pour vous servir, pour mieux vous défendre au pays et à l'étranger. C'est donc la question la plus importante.

La seconde, c'est qu'en regardant divers problèmes de systèmes et d'infrastructures, nous devons nous assurer de tout faire en notre pouvoir pour réduire au minimum les effets négatifs sur la qualité de vie de nos gens, autrement ils nous quitteront. Jusqu'ici, le nombre de gens faisant partie du groupement tactique qui sont de retour n'est pas plus grand que lors du retour par exemple de Bosnie ou de Croatie, ou de n'importe quel autre endroit où ils ont été envoyés, mais il est encore tôt; nous allons donc devoir surveiller cette situation de très près.

J'espère avoir répondu à la question de façon satisfaisante.

• (1730)

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Oui, vous avez bien répondu. Je vais résumer pour moi-même ce que vous venez de dire. Votre aptitude à accomplir la mission en notre nom, entre autres choses, dépend de deux facteurs importants. L'un est le maintien de la croissance du nombre de membres des forces que vous recrutez et entraînez et le second est le nombre moyen de gens qui quittent les forces comme

ils le font habituellement. Et s'il y avait des variations importantes dans ces deux facteurs, nous pourrions avoir un problème.

**Lgén Andrew Leslie:** Oui, monsieur.

Bien sûr, la façon de résoudre ce problème — et je suis sûr que le gouvernement du Canada, par l'entremise de son ministre, n'hésitera pas à me le dire — consiste à me demander quelles sont mes priorités. Nous n'en sommes pas encore là.

**L'hon. Ujjal Dosanjh:** Merci.

**Le président:** Très bien et merci, monsieur.

Voilà qui termine notre séance. Nous vous remercions d'être venus nous dire très franchement ce que vous pensez. Votre contribution sera très importante pour notre rapport et nous espérons que lorsqu'il sera publié, il sera utile à tous les Canadiens, y compris à nos militaires.

Merci.

La séance est levée.

---







**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :  
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:  
<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**